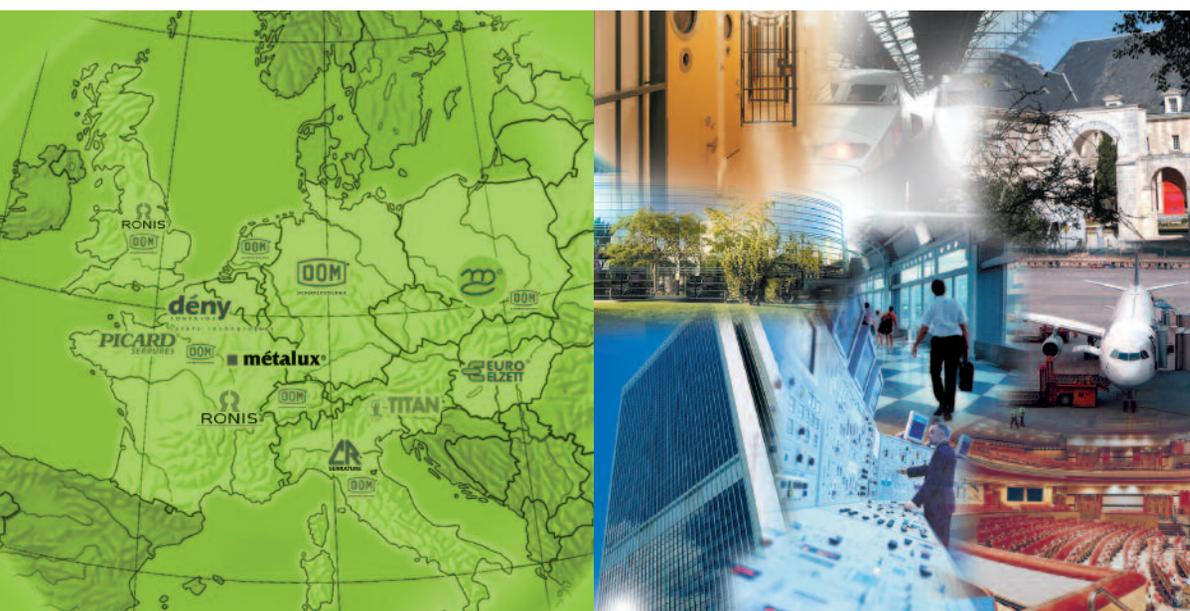
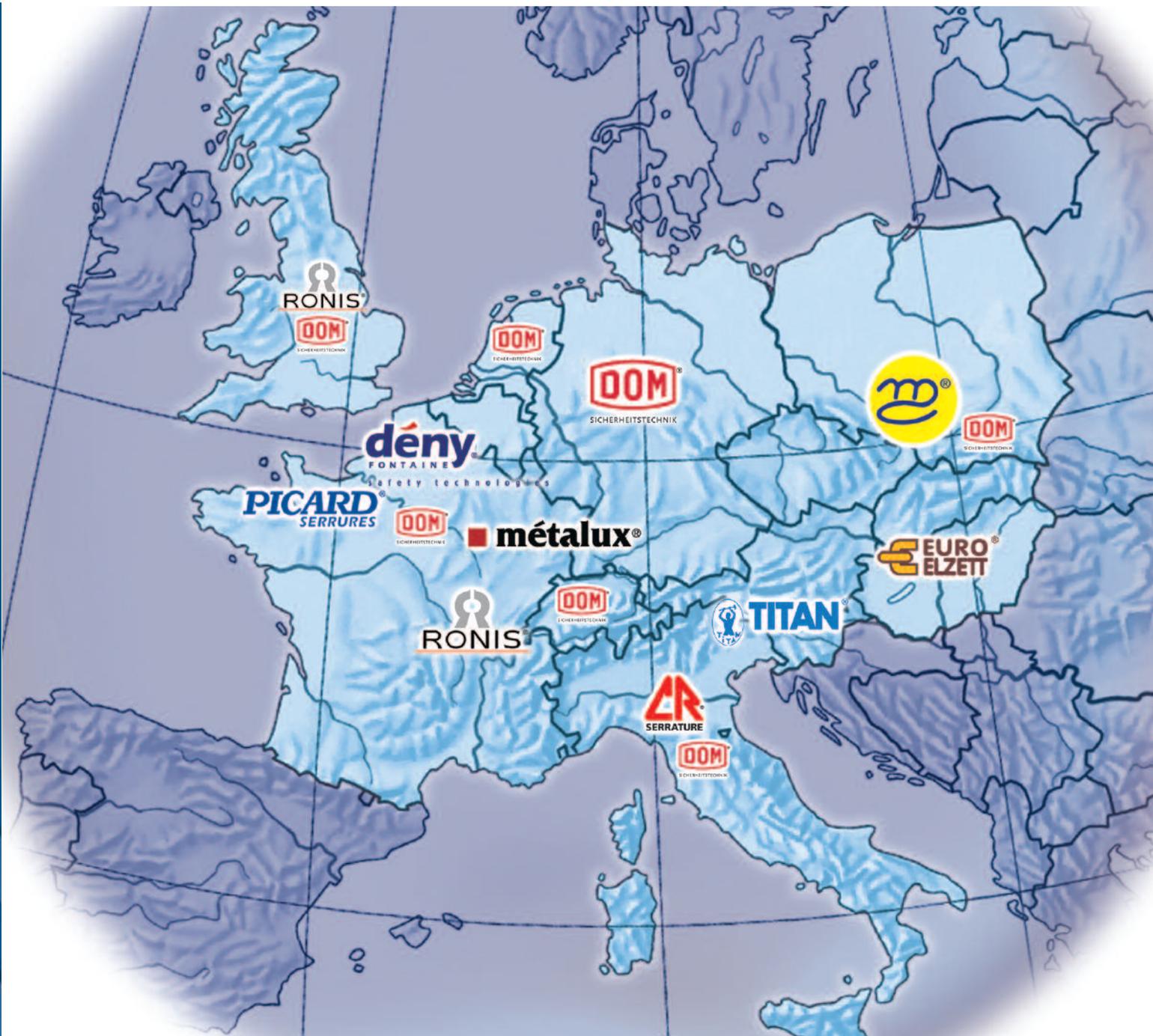


RAPPORT ANNUEL 2007

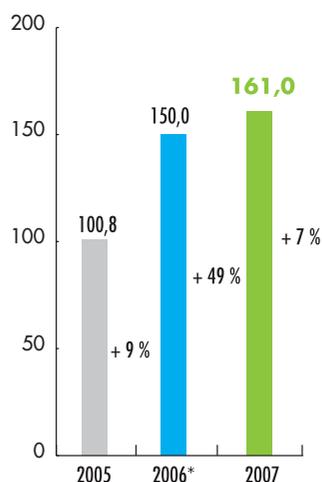


SÉCURIDÉV

Systems et équipements pour un monde plus sûr



Evolution du chiffre d'affaires en millions d'euros



* Consolidation de la société Dom, acquise en décembre 2005

Répartition des ventes en 2007

Branche Professionnel

63 %

Branche Grand Public

37 %

France

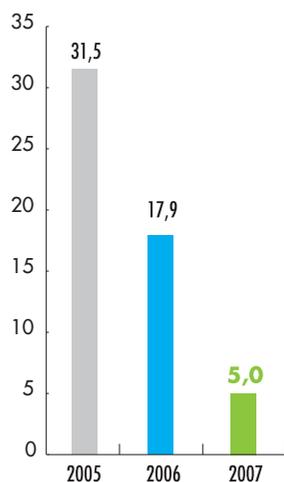
35 %

Hors France

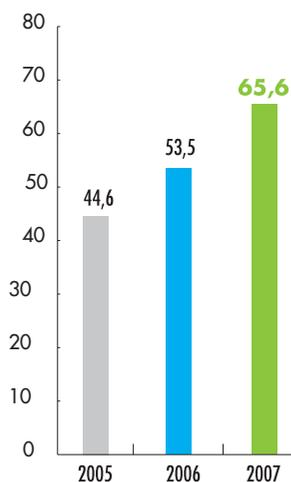
65 %



Evolution de l'endettement financier net en millions d'euros

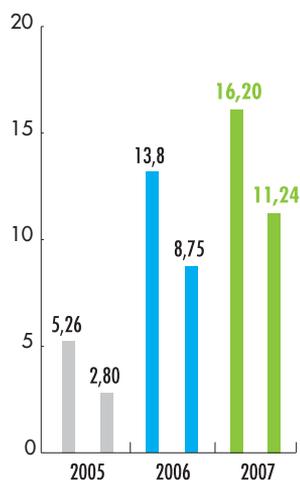


Evolution des Capitaux propres en millions d'euros



Evolution du résultat opérationnel et du résultat net part du Groupe

en millions d'euros



Données par action

En euros	2005	2006	2007
Résultat net par action part du groupe	1,08 €	3,36 €	4,32 €
CAF par action	2,81 €	4,89 €	6,07 €
Dividende net	0,38 €	0,42 €	0,80 €
NB titres	2 604 474	2 604 474	2 604 474

Place de cotation : **Euronext Paris**

Compartment C

Code ISIN : **FR0000052839**

Code Reuter : **SCDV**

Indice : **CAC all shares, CAC Small 90**

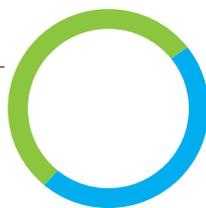
Répartition de l'actionnariat au 31/12/07

en pourcentage

(% en droits de vote)

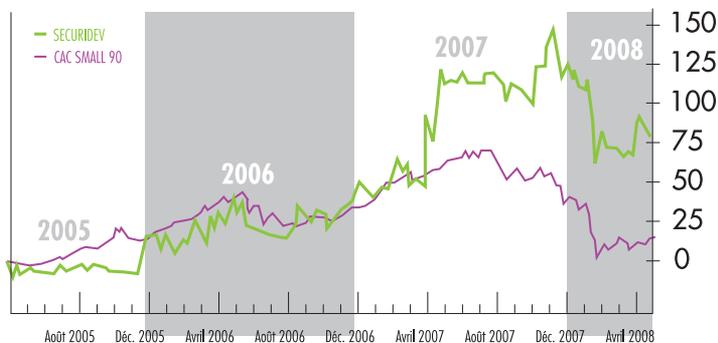
SFPI
57,3 %
(72,8 % en DV)

Public
42,7 %
(27,2 % en DV)



Evolution du cours de bourse sur 3 ans

Cours au 22/04/2008 : 24,80 €



« Spécialiste européen des serrures et systèmes de sécurité »

SECURIDEV est un groupe industriel européen indépendant, spécialisé dans les serrures et systèmes de sécurité.

La vocation de SECURIDEV est de concevoir, de fabriquer et de commercialiser :

- > **des systèmes mécaniques, électriques et électroniques de contrôle des accès** pour de grandes organisations et des sites à risques ;
- > **des serrures pour matériels et équipements**, destinées aux industriels en fournissant des solutions clés en main, en liaison avec leurs bureaux d'études ;
- > **des serrures pour le bâtiment**, offrant une large gamme reconnue d'équipements pour la première et la deuxième monte.

L'année 2007 a été un bon exercice pour le groupe qui affiche des résultats supérieurs aux attentes. En effet, SECURIDEV a réalisé une hausse de 7,3 % de ses ventes à 161 millions d'euros. Les activités hors de France affichent pour leur part une croissance supérieure à 10 % représentant désormais les 2/3 de l'activité globale.

Le résultat opérationnel courant ressort en augmentation de 32 % à 16,3 millions d'euros grâce à une bonne maîtrise des dépenses courantes et ce, en dépit des hausses des matières premières venues impacter la marge brute consolidée.

Globalement le résultat net part du groupe s'établit à 11,24 millions d'euros, représentant un bénéfice net par action de 4,32 € contre 3,36 € en 2006.

Enfin le groupe présente à fin décembre 2007 une structure financière saine avec un taux d'endettement de 8 % des fonds propres.

Fort d'un groupe en ordre de marche, 2008 devrait être une nouvelle année de croissance pour SECURIDEV, tant en terme d'activité que de résultats, malgré un environnement économique mondial complexe avec des incertitudes quant à ses effets.

Sommaire

1	Rapport de gestion	3
2	Comptes sociaux au 31 décembre 2007	10
3	Comptes consolidés au 31 décembre 2007	20
4	Rapport du Président Directeur général sur le contrôle interne	42
5	Rapport des Commissaires aux Comptes	44
6	Projets des résolutions à l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle du 23 mai 2008	51

1. Rapport de Gestion

RAPPORT DE GESTION ET D'ACTIVITÉS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 27 MARS 2008 SUR LES COMPTES SOCIAUX ET CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2007

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis en assemblée générale ordinaire annuelle en application des statuts et des dispositions du Code de commerce pour vous rendre compte de l'activité de la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2007, des résultats de cette activité, des perspectives d'avenir et soumettre à votre approbation le bilan et les comptes annuels dudit exercice.

Les convocations prescrites par la loi vous ont été régulièrement adressées et tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur ont été tenus à votre disposition dans les délais impartis.

3

COMPTES SOCIAUX

Présentation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2007

Les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2007 que nous soumettons à votre approbation ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Les règles de présentation et les méthodes d'évaluation retenues sont identiques à celles de l'exercice précédent. Le compte de résultat fait apparaître un bénéfice net de 8 512 018 €, après déduction des amortissements et provisions réglementaires et justifiées, que nous vous proposons de répartir conformément aux statuts, comme il sera dit ci-après.

Activité et résultats financiers de la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2007

1 – Activité de la Société

Dans le cadre d'un reclassement interne des filiales du Groupe, Sécuridev a acquis auprès de Dom Participations :

- 33,56 % du capital de Ronis-Dom UK. Sécuridev détient désormais 100 % de cette filiale ;
- 100 % du capital de Dom Suisse.

2 – Résultats financiers de la Société

Le résultat d'exploitation passe de (476) K€ à (377) K€, suite à la réduction des coûts non refacturés.

Le résultat financier est en forte progression, grâce à l'augmentation des dividendes.

Le résultat exceptionnel de (341 722) € provient essentiellement de la prise en charge de 350 K€ de provision liée aux restructurations.

1. Rapport de Gestion

Les principaux comptes de charges et de produits de l'exercice écoulé engendrent le résultat suivant :

Produits d'exploitation	1 395 311	
Charges d'exploitation	1 772 667	
RESULTAT D'EXPLOITATION		-377 357
Produits financiers	10 993 367	
Charges financières	1 666 498	
RESULTAT FINANCIER		9 326 869
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	8 949 512	
Produits exceptionnels	288 904	
Charges exceptionnelles	630 625	
RESULTAT EXCEPTIONNEL		-341 722
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	—	
Impôts sur les bénéfices	96 773	
BENEFICE		8 512 018

Il résulte d'une comparaison avec l'exercice précédent, l'évolution suivante :

Résultats	Exercice 2007	Exercice 2006
CHIFFRE D'AFFAIRES	1 351 964	1 272 644
RESULTAT D'EXPLOITATION	-377 357	-476 093
RESULTAT FINANCIER	9 326 869	1 069 204
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	8 949 512	593 111
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-341 722	-6 800 510
RESULTAT DE L'EXERCICE	8 512 018	-5 752 369

Activité juridique

Approbation des comptes de l'exercice 2006

Par délibération de l'assemblée générale ordinaire en date du 22 mai 2007, les actionnaires ont approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2006, faisant apparaître une perte nette comptable de 5 752 369 €, qu'ils ont décidé d'affecter de la façon suivante :

Origine :

- Résultat de l'exercice : (5 752 369) €
- Quote-part du résultat de l'exercice 2002 : 1 093 879,08 €

Affectation :

- Report à nouveau : (5 752 369) €
 - Dividende : 1 093 879,08 €
- prélevé sur le résultat 2002 figurant au compte Report à nouveau (soit 0,42 € par action).

Le dividende à répartir au titre de l'exercice a été ainsi fixé à 0,42 € par action et a été mis en paiement le 13 juin 2007.

L'assemblée générale a également pris acte que ce dividende était éligible, pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, à la réfaction prévue au 2^e paragraphe de l'article 158-3 du Code général des impôts.

Conventions et engagements réglementés

Nous avons donné à nos commissaires aux comptes toutes les indications utiles pour leur permettre de présenter leur rapport spécial sur les conventions et engagements réglementés, visés par l'article L. 225-38 et suivants du Code de Commerce.

Affectation du résultat de l'exercice 2007

Nous vous proposons d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 8 512 018 €, de la manière suivante :

Origine :

- Résultat de l'exercice : 8 512 018 €

Affectation :

- Réserve légale : 1 922 767 €
 - Dividende : 2 083 579,20 €
- prélevé sur le résultat de l'exercice (soit 0,80 € par action)
- Report à nouveau : 4 505 671,80 €

Le dividende en numéraire sera mis en paiement à compter du 18 juin 2008.

Ce dividende est éligible, pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, à la réfaction prévue au 2^e paragraphe de l'article 158-3 du Code général des impôts.

Rappel des dividendes distribués au cours des exercices précédents

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que les sommes distribuées à titre de dividendes, pour les trois exercices précédents, ont été les suivantes :

Exercices	Dividendes *
2004	0,42 € (sur le résultat 2000)
2005	0,38 € (sur le résultat 2002)
2006	0,42 € (sur le résultat 2002)

* Intégralement éligible de l'abattement de 40 %

Dépenses somptuaires et charges non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 quinquies du Code des impôts, nous vous précisons que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non déductibles du résultat fiscal.

Activité en matière de recherche et de développement

Notre Société n'a pas immobilisé de frais de cette nature au cours de l'exercice 2007 au poste «Frais de recherche» à l'actif du bilan.

Tableaux des résultats de la Société au cours des cinq derniers exercices

Au présent rapport, est joint en annexe le tableau des résultats des cinq derniers exercices prévu par l'article R 225-102 du Code de commerce.

Prise et cession de participation ou de contrôle

Participations prises au cours de l'exercice

Au cours de l'exercice, notre Société a pris :

1. une participation à hauteur de 100 % dans le capital de la société Dom Ag, Sicherheitstechnik, société anonyme de droit suisse dont le siège social est situé à Altendorf (8852) Schwyz (Suisse) – Breitenstrasse 11 ;
2. une participation à hauteur de 33,56 % dans le capital de la société Ronis-Dom Ltd, société de droit anglais dont le siège social est situé à Wolwverhampton, Moor Street South Blakenhall West Midlands (WV2 4JJ).

- Participations croisées : Néant
- Cession de participation : Néant.

Répartition des droits de vote

Conformément aux dispositions de l'article 233-13 du Code de Commerce et compte tenu des informations reçues notamment en application de l'article 233-7 de ce code, nous vous indiquons l'identité des personnes physiques ou morales :

- Possédant plus du vingtième (5 %) des droits de vote : Richelieu Finance, dont le siège social est situé à Paris (75008) – 6 avenue Franklin-Roosevelt, immatriculée au RCS de Paris sous le n° B 333 856 029.
- Possédant plus du dixième (10 %) des droits de vote : Néant.
- Possédant plus du cinquième (20 %) des droits de vote : Néant.
- Possédant plus du tiers (33,33 %) des droits de vote : Néant.
- Possédant plus de la moitié (50 %) des droits de vote : Néant.
- Possédant plus des deux tiers (66,66 %) des droits de vote : Société Financière De Participation Industrielle «SFPI» dont le siège social est à Paris (75017) – 20 rue de l'Arc de Triomphe, immatriculée au RCS Paris B 349 385 930.

Actions inscrites au nom de la Société

Au 31 décembre 2007, aucune action n'était inscrite au nom de la Société.

Etat de la participation des salariés au capital social

L'état de la participation des salariés au capital social au 31 décembre 2007 se situe à 5 104 titres, soit 0,20 %, au travers du Fcp Sécuridev Epargne.

Conséquences sociales et environnementales de l'activité de la Société

Conformément aux dispositions des articles L. 225-102-1, alinéa 4, R 225-104 et R 225-105 du code de commerce, nous vous informons que notre Société n'emploie que cinq (5) salariés dans le cadre de contrats à durée indéterminée. Quatre (4) de ces salariés sont détachés auprès de filiales à l'Etranger.

Les autres informations visées par les articles ci-dessus du Code de commerce, ne sont pas applicables à Sécuridev, en raison de sa taille et de son activité.

Informations concernant les mandataires sociaux

Liste des mandats sociaux

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1, alinéa 3 du Code de commerce, nous vous communiquons ci-après la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chacun des mandataires sociaux de la Société :

• Monsieur Henri MOREL

1. Président Directeur Général : ForestLiné Industries – Neu sa – SFPI – Société des Remontées Mécaniques du Champ du Feu.
2. Présidence de S.A.S. : Arc Management – Delta Neu – Dény Fontaine – La Foncière Neu Sas – Métalux – Téléski Des Vieux Prés.
3. Représentant permanent : ForestLiné Industries – Institut Technique Neu.
4. Gérant : Sci B.g.m. – Mp Sarl.

• Monsieur Jean-Bertrand PROT

1. Administrateur : ForestLiné Industries – Neu Sa – SFPI
2. Présidence de S.A.S. : Aset – Fiméca – Financière Barriquand – ForestLiné Albert – ForestLiné Capdenac – France Fermetures – Franciflex – Mmd – Spring Management
3. Directeur Général : ForestLiné Industries – SFPI
4. Représentant permanent : Storistes de France – Baie Ouest

• Monsieur Nicolas LOYAU

1. Administrateur : ForestLiné Industries – Baie Ouest
2. Présidence de S.A.S. : Barriquand – Batt – Mac – Thermica
3. Représentant permanent : Neu Sa

• Monsieur Thierry CHEVALLIER

1. Administrateur : Exxel – Médiations

Rémunération des mandataires sociaux

Conformément aux dispositions de l'article 225-102-1 du Code de commerce, nous vous informons que Monsieur Henri MOREL :

- 1) en sa qualité de Président de la société Dény Fontaine, a perçu de cette filiale une rémunération brute annuelle de 95 538,51 € et qu'en outre, cette dernière a cotisé au titre de l'assurance chômage des dirigeants et de la retraite complémentaire (GSC) une somme de 6 786 €;
- 2) en sa qualité de Président Directeur Général de la société SFPI, a perçu une rémunération brute annuelle de 308 999,96 €. Au titre de l'assurance chômage des dirigeants et de la retraite complémentaire (GSC) SFPI a cotisé une somme de 16 091 €.

Situation des mandats des administrateurs

Le mandat d'administrateur de Monsieur Henri MOREL arrivant à expiration lors de la présente assemblée, nous vous proposons de le renouveler dans ses fonctions pour une nouvelle période de six années, soit jusqu'à l'assemblée qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2013.

Evénements survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport est établi

L'assemblée générale mixte du 20 mars 2008 a autorisé la Société à opérer en bourse sur ses propres actions dans le cadre d'un programme de rachat d'actions. Le prix d'achat unitaire maximum a été fixé à 30 €. Le nombre maximal d'actions susceptibles d'être acquises est de 260 447 (9,9 %) correspondant à un montant maximum de 7 813 410 €.

Les objectifs par ordre de priorité du programme de rachat sont les suivants :

- conservation des actions en vue de les remettre ultérieurement à titre de paiements ou d'échanges dans le cadre d'opération de croissance externe;
- annulation, notamment à des fins d'optimisation du résultat par action ou d'amélioration de la rentabilité des capitaux propres;
- mise en œuvre de tout plan d'options d'achat d'actions de la Société, dans le cadre des dispositions des articles L. 225-177 et suivants du Code de commerce, de tout plan d'épargne groupe conformément aux articles L. 443-1 et suivants du Code de commerce ou de toute attribution gratuite d'actions dans le cadre des dispositions des articles L. 225-197.1 et suivants du Code de commerce.

La durée de ce programme de rachat d'actions a été donnée pour une durée maximale de dix-huit mois à compter de la présente assemblée.

Votre conseil d'administration qui s'est tenu le 27 mars 2008 a donné au Président tout pouvoir à l'effet d'exécuter ce programme de rachat en conformité avec l'autorisation donnée par votre assemblée générale du 20 mars 2008.

COMPTES CONSOLIDÉS

Le rapport, conformément à la loi du 3 janvier 1985, permet de donner une image plus complète de la situation réelle du pôle sécurité, grâce à l'établissement des comptes représentatifs de l'activité globale.

1 – Périmètre de consolidation

Les comptes consolidés du Groupe arrêtés au 31 décembre 2007 ont été établis dans le référentiel IFRS. La cession définitive de l'actif immobilier lyonnais de la

société Ronis est intervenue au cours du second semestre 2007. Cette cession a généré un complément de plus-value consolidée nette de 606 K€.

L'effectif moyen des sociétés consolidées est de 1 952 personnes.

Les principaux comptes de charges et de produits de l'exercice écoulé engendrent les résultats suivants qui, par comparaison avec l'exercice précédent, évoluent de la façon suivante :

Résultats (en K€)	Exercice 2007*	en % du CA	Exercice 2006*	% 2007/2006
Chiffre d'affaires	160 923	–	149 972	7,3
Résultat opérationnel courant	16 331	10,1	12 383	31,9
Résultat opérationnel	16 199	10,1	13 804	17,3
Résultat financier	-872	–	-1 145	–
Impôt société	-4 121	–	-3 781	–
Résultat net des entreprises consolidées	11 314	7	9 075	24,7
Intérêt minoritaires	71	–	325	–
Part groupe	11 242	–	8 750	–

* Taux moyen

2 – L'Activité et les principaux résultats

A – Sécuridev consolidé

Le chiffre d'affaires consolidé 2007 a atteint 160 923 K€ à taux de change moyen, en hausse de 7,3 %, contre un chiffre d'affaires 2006 de 149 972 K€.

Le résultat opérationnel courant représente 10,1 % du chiffre d'affaires contre 8,3 % en 2006.

Le résultat financier est négatif de 872 K€, contre un résultat financier négatif de 1 145 K€ l'exercice précédent.

Le résultat opérationnel passe de 13 804 K€ en 2006 à 16 199 K€, (soit 10,1% du chiffre d'affaires), en augmentation de 17,3 %.

L'impôt consolidé est négatif de 4 121 K€.

Le résultat net des entreprises consolidées est un bénéfice de 11 314 K€, en hausse de 24,7 %.

Au cours de l'exercice, l'endettement financier net y compris la participation des salariés du Groupe est passé de

17 875 K€ à 5 095 K€, et l'endettement bancaire net de 16 706 K€ à 3 918 K€.

La capacité d'autofinancement du Groupe Sécuridev est passée de 12 735 K€ en 2006 à 15 825 K€ en 2007.

Les investissements opérationnels ont atteint 4 762 K€ contre 4 579 K€ l'exercice précédent.

B – Principaux résultats des branches du Groupe Sécuridev

Branche Professionnelle

Cette branche correspond aux activités du Groupe Ronis, de la société Dény Fontaine et du Groupe Dom.

Elle a représenté 63 % de l'activité du Groupe Sécuridev.

	2007	2006
Chiffre d'affaires (en K€)	100 770	93 739
% de marge brute*	73,39	75,5
Résultat opérationnel courant (en K€)	12 268	8 342
% sur chiffre d'affaires	12,2	8,90

* Sur production, y compris sous-traitance

Branche Grand Public

Cette branche correspond aux activités des sociétés Picard-Serrures, Broglie Industrie, Beugnot Entreprise, Métalux, C.R. Serrature, Euro-Elzett, Titan d.d. et Métalplast. Elle a représenté 37 % de l'activité du Groupe Securidev.

	2007	2006
Chiffre d'affaires (en K€)	60 153	56 233
% de marge brute	56,0	58,95
Résultat opérationnel courant (en K€)	4 422	4 552
% sur chiffre d'affaires	7,3	8,09

C - Les principaux résultats sociaux des filiales

1 - Chiffre d'affaires (en K€)

Sociétés	2007	2006
BEUGNOT ENTREPRISE	2 127	2 120
BROGLIE INDUSTRIE	3 657	3 255
DENY FONTAINE	20 681	19 126
DOM sas (France)	5 484	4 995
DOM Participations (France)	-	-
GIE SERUTOL	1 983	1 957
METALUX	10 358	10 106
PICARD-SERRURES	8 731	8 731
RONIS	21 651	19 760
SECURIDEV	1 352	1 273
TSS RONIS DIFFUSION	1 529	1 269
C.R. SERRATURE	4 995	4 875
DOM AG	3 072	3 110
Sicherheitstechnik (Suisse)		
DOM POLSKA	702	379
DOM Sicherheitstechnik Gmbh (Allemagne)	54 667	49 607
EURO-ELZETT	11 467	8 977
EURO-TOOLS	1 831	1 861
METALPLAST Czestochowa	6 878	5 974
RONIS-DOM Ltd	4 652	3 493
SECURIDEV-TCHEQUIE	1 082	825
TITAN d.d.	17 741	17 127

2 - Résultats d'exploitation (en K€)

Sociétés	2007	2006
BEUGNOT ENTREPRISE	486	459
BROGLIE INDUSTRIE	252	214
DENY FONTAINE	3 652	2 447
DOM sas (France)	575	66
DOM Participations (France)	-4	-10
GIE SERUTOL	15	28
METALUX	530	622
PICARD-SERRURES	1 436	1 465
RONIS	1 223	350
SECURIDEV	-377	-476
TSS RONIS DIFFUSION	195	22
C.R. SERRATURE	197	236
DOM AG	226	288
Sicherheitstechnik (Suisse)		
DOM POLSKA	-40	-76
DOM Sicherheitstechnik Gmbh (Allemagne)	8 203	6 430
EURO-ELZETT	924	758
EURO-TOOLS	81	3
METALPLAST Czestochowa	419	43
RONIS-DOM Ltd	368	82
SECURIDEV-TCHEQUIE	59	57
TITAN d.d.	223	1 014

3 – Résultats nets de l'exercice (en K€)

Sociétés	2007	2006
BEUGNOT ENTREPRISE	337	324
BROGLIE INDUSTRIE	153	166
DENY FONTAINE	2 333	1 238
DOM sas (France)	372	83
DOM Participations (France)	358	-271
GIE SERUTOL	4	20
METALUX	1 080	457
PICARD-SERRURES	995	1 093
RONIS	5 468	501
SECURIDEV	8 512	-5 752
TSS RONIS DIFFUSION	111	9
C.R. SERRATURE	16	58
DOM AG	256	484
Sicherheitstechnik (Suisse)		
DOM POLSKA	-16	-64
DOM Sicherheitstechnik Gmbh (Allemagne) (hors impôt)	7 373	5 610
EURO-ELZETT	776	2 190
EURO-TOOLS	79	-19
METALPLAST Czestochowa	415	14
RONIS-DOM Ltd	121	-63
SECURIDEV-TCHEQUIE	28	38
TITAN d.d.	223	952

4 – Endettements bancaires à long et moyen termes (hors crédits-baux retraités en consolidation) (en K€)

Les sociétés sans endettement à long et moyen termes ne sont pas mentionnées.

Sociétés	Dettes de 1 à 5 ans	Dettes de + 5 ans
SECURIDEV	8 983	-
TITAN d.d.	1 167	-
EURO-TOOLS	164	-
TOTAL	10 314	-

5 – Situations nettes (en K€)

Sociétés	2007	2006
BEUGNOT ENTREPRISE	992	975
BROGLIE INDUSTRIE	686	710
DENY FONTAINE	9 402	7 825
DOM sas (France)	1 158	869
DOM Participations (France)	2 271	1 913
GIE SERUTOL	4	20
METALUX	4 561	3 780
PICARD-SERRURES	3 422	3 477
RONIS	4 686	-782
SECURIDEV	50 742	43 324
TSS RONIS DIFFUSION	155	44
C.R. SERRATURE	1 711	1 694
DOM AG Sicherheitstechnik (Suisse)	1 481	1 728
DOM POLSKA	-503	-456
DOM Sicherheitstechnik Gmbh (Allemagne) (hors impôt)	15 907	14 134
EURO-ELZETT	5 374	6 307
EURO-TOOLS	522	449
METALPLAST Czestochowa	3 304	2 690
RONIS-DOM Ltd	1 156	1 139
SECURIDEV-TCHEQUIE	186	151
TITAN d.d.	10 503	11 116

3 – Analyse du risque de taux et de change

Le groupe Sécuridev est peu exposé au risque de change et ne pratique pas de couverture de change à terme.

4 – Perspectives d'avenir

- Faible visibilité sur l'évolution des cours des matières premières.
- Accroissement significatif de l'activité électronique chez Dom et Dény Fontaine.
- Distribution des produits Dom en Italie, via CR Serrature.

Nous espérons que ce qui précède recevra votre agrément et que vous voudrez bien voter les résolutions qui vous sont soumises.

Le Président Directeur Général
Henri Morel
 Un Administrateur
Nicolas Loyau

2. Comptes sociaux

1 Bilan social au 31 décembre 2007	11
2 Compte de résultat social au 31 décembre 2007	11
3 Annexe aux comptes sociaux	12
4 Tableau des filiales et participations	18
5 Tableau des résultats des cinq derniers exercices	19

1. BILAN SOCIAL AU 31 DÉCEMBRE 2007

ACTIF

	31/12/07 En K€	31/12/06 En K€	31/12/05 En K€
Immobilisations Corporelles & Informatiques	2	13	25
Immobilisations Financières	72 112	70 250	72 927
TOTAL de l'Actif Immobilisé	72 114	70 263	72 952
Créances Clients & comptes Rattachés	473	381	484
Créances Diverses	2 635	9 168	7 193
Disponibilités et valeurs mobilières de placement	8 649	5 051	4 047
Charges Constatées d'Avance	218	174	285
TOTAL de l'Actif Circulant	11 974	14 774	12 009
TOTAL DE L'ACTIF	84 089	85 037	84 961

PASSIF

	31/12/2007 En K€	31/12/2006 En K€	31/12/2005 En K€
Capital	39 067	39 067	39 067
Primes d'Émissions, Fusion, Apports	1 593	1 593	1 593
Réserves	1 570	8 416	10 088
Résultat	8 512	-5 752	-682
Capitaux Propres	50 742	43 324	50 066
Provisions pour Risques et Charges	350		
Dettes Financières	11 484	17 685	23 527
Dettes Fournisseurs & Comptes Rattachés	328	299	643
Dettes diverses	21 185	23 729	10 725
Dettes	32 997	41 713	34 895
TOTAL DU PASSIF	84 089	85 037	84 961

2. COMPTE DE RESULTAT SOCIAL AU 31 DÉCEMBRE 2007

	31/12/2007 En K€	31/12/2006 En K€	31/12/2005 En K€
Chiffre d'affaires Net	1 352	1 273	1 386
Autres produits d'exploitation	43	8	1
Reprises sur Provisions et transferts de charges			
Produits d'Exploitation	1 395	1 281	1 387
Charges externes	-939	-1 016	-1 763
Impôts, Taxes & Assimilés	-26	-19	-12
Frais de Personnel	-796	-694	-583
Dotations aux Amortissements	-10	-12	-13
Autres charges	-1	-16	-4
Charges d'exploitation	1 772	-1 757	-2 375
RESULTAT EXPLOITATION	-377	-476	-988
RESULTAT FINANCIER	9 327	1 069	1 643
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔT	8 949	593	655
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-342	-6 800	-1 822
Impôt Société	96	455	485
RESULTAT NET	8 512	-5 752	-682

3. ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX SECURIDEV AU 31 DÉCEMBRE 2007

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 Décembre 2007, dont le total est de 84 089 K€ et au compte de résultat présenté sous forme de liste dont le résultat est bénéficiaire de 8 512 K€.

L'exercice a une durée de 12 mois recouvrant la période allant du 1^{er} janvier 2007 au 31 Décembre 2007.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrale des comptes annuels.

Principes, règles et méthodes comptables

Les conventions générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables,
- indépendance des exercices, et conformément aux règles comptables d'établissement ou de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Sauf indications contraires, les montants ci après sont indiqués en milliers d'Euros (K€).

Immobilisations incorporelles

Les droits et concessions de brevets et licences acquis sont comptabilisés dans ce poste. L'amortissement est effectué sur la durée de protection juridique. Les frais d'enregistrement des marques déposées y sont aussi inscrits sans qu'ils fassent l'objet d'amortissement.

En dehors des situations exceptionnelles et significatives, les dépenses de recherche et de développement sont enregistrées en charge au cours de l'exercice dans lequel elles sont supportées. Lorsqu'elles sont immobilisées, avec le cas échéant les frais de dépôt de brevets, elles sont amorties sur trois ans à compter du début de commercialisation ou d'utilisation. Si les conditions d'inscription à l'actif cessent d'être réunies, elles font l'objet de provisions.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue.

Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants :

Éléments	Durée ou taux	Amortissement fiscal
Matériel informatique neuf	3	L

Seuls les amortissements exceptionnels sont traités en amortissement dérogatoire.

Leasings, locations longue durée ou financière

Aucun bien utilisé par l'entreprise par ces moyens de financement n'est immobilisé.

Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût historique d'acquisition. Lorsque la valeur estimée des titres est inférieure à la valeur comptable, une provision pour dépréciation est constituée à hauteur de la différence.

Créances clients

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Sauf exception dûment justifiée, toutes créances échues depuis plus de 12 mois sont intégralement dépréciées, celles de plus de six mois étant au moins provisionnées à 50 %.

Créances et dettes diverses

Elles sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire des créances est inférieure à la valeur comptable.

Les créances et dettes libellées en monnaie étrangère sont ajustées en fonction des cours de clôture en contrepartie des comptes de régularisation actifs ou passifs.

Provisions réglementées

Les provisions réglementées figurant au bilan sont détaillées sur l'état des provisions et font partie des capitaux propres au bilan.

Provisions pour risques et charges

Les risques et charges nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation est incertaine et que, des événements survenus ou en cours rendent probables, entraînent la constitution de provisions pour risques et charges.

2. Comptes sociaux

Charges et produits constatés d'avance

Les charges et produits constatés d'avance résultent du principe d'indépendance des exercices qui impliquent de soustraire les charges comptabilisées dont la contrepartie (fourniture du bien ou du service) n'a pas encore été reçue et les produits dont la contrepartie (fourniture du bien ou du service) n'a pas encore été exécutée par la société.

Engagements de retraite

La méthode retenue pour l'évaluation est la méthode prospective avec un taux d'actualisation de 3,98 %, une inflation de 1,5 % et une progression des salaires hors inflation due aux promotions de 1,5 %. Les indemnités de départ à la retraite ont été évaluées en tenant compte d'un pourcentage d'espérance de vie et de présence lors du départ à la retraite et du salaire probable en fin de carrière. Les hypothèses principales retenues sont que les départs se feront à l'initiative des salariés à l'âge de 65 ans pour les cadres et 60 ans pour les non cadres.

Cet engagement n'est pas comptabilisé en provision mais figure en engagement hors bilan.

Changement de méthode d'évaluation

Aucun changement notable de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Changement de méthode de présentation

Aucun changement notable de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Intégration fiscale

La société est mère d'intégration fiscale. Comme le prévoit la convention d'intégration fiscale, la quote-part de la filiale à la charge d'impôt du groupe est calculée comme si la société n'était pas intégrée.

Consolidation

La société est détenue à 57,3 % par la société SFPI et y est consolidée par intégration globale.

Note sur les états comptables

I - Faits marquants de l'exercice

Afin de raccourcir les chaînes de détention sur les filiales opérationnelles, Sécuridev a acquis 33,56 % des titres de RONIS-DOM UK dont elle détient désormais 100 %, ainsi que 100 % des titres DOM SUISSE. Cette acquisition a été effectuée auprès de DOM PARTICIPATIONS.

II - Immobilisations incorporelles, corporelles et financières

Immobilisations incorporelles et corporelles

	Solde précédent	Augmentation	Diminution	Clôture
Incorporelles brutes	58	0	0	58
Corporelle brutes	21	0	0	21
Total brut	79	0	0	79
Amortissements & provisions	66	11	0	77
Net	13			2

Immobilisations financières

	Solde précédent	Augmentation	Diminution	Clôture
Participations	101 110	1 899	21	102 988
Autres titres immobilisés	0	0	0	0
Prêts et autres immo. financières	200	11	27	184
Total	101 310	1 910	48	103 172
Provisions	31 060		0	31 060
Net	70 250			72 112

L'augmentation des titres de participation se décompose en 1 451 K€ de titres DOM SUISSE, 411 K€ de complément de titres RONIS-DOM UK, ainsi que du rachat de quelques minoritaires de METALPLAST. La diminution correspond à la cession d'une filiale polonaise sans activité ainsi qu'au reclassement en interne de quelques titres DOM KG Allemagne. Le prêt de 200 K€ consenti à la filiale polonaise METALPLAST en 2006 dans le cadre du rachat par celle-ci de DOM Pologne se rembourse progressivement et passe à 172 K€.

2. Comptes sociaux

III - Capitaux propres

Le capital de 39 067 110 € est divisé en 2 604 474 actions libérées.

	Solde précédent	Variation capital	Variation provision réglementée	Variation subvention investissement	Affectation du résultat	Clôture
Capital social	39 067	0			0	39 067
Prime d'émission ou apport	1 593	0			0	1 593
Réserve légale	1 553	0			0	1 553
Report à nouveau	6 863	0			-6 846	17
Résultat de l'exercice précédent	-5 752	0			5 752	0
Résultat de l'exercice						8 512
Dividende		0			1 094	
Capitaux propres	43 324	0	0	0	0	50 742

IV - Emprunts, dettes financières et trésorerie

Les dettes financières se répartissent comme suit :

Etablissements de Crédit	<1 an	>1 an<5 ans	>5 ans	Total
Emprunts bancaires	2 363	8 983		11 346
Intérêts courus	135	0	0	135
Crédits Spots	0	0	0	0
Découverts	2	0	0	2
Total	2 500	8 983		11 483

Aucun nouvel emprunt n'a été conclu au cours de l'exercice. La totalité des emprunts a un taux d'intérêt variable basé sur l'Euribor. Pour l'emprunt de 10 550 K€ à la clôture, SECURIDEV a protégé son taux de base contre une hausse supérieure à 4,46 % pour les années 2007 et 2008. Les échéances 2007 de ces emprunts ont été de 6 159 K€.

La trésorerie positive de 8 649 K€ est placée à hauteur de 186 K€ en sicav valorisées au 31 décembre de l'exercice et à hauteur de 8 459 K€ en dépôts à terme rémunérés sans risques.

V - Dettes et Créances

Créances	31/12/2007	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
Créances clients	473	473	0	
Personnel et comptes rattachés			0	
Sécurité sociale, organismes sociaux			0	
État – Impôts sur les bénéfices			0	
État – TVA	93	93	0	
État – Autres	0	0	0	
Groupe & associés	2 582	2537	45	
Autres créances	11	11	0	
Produits à recevoir	81	81		
Charges constatées d'avances	33	33	0	
Total	3 273	3 228	45	

En dehors des créances relatives au solde d'impôt à recevoir des filiales soit 680 K€, dans le cadre de la convention de trésorerie, SECURIDEV était prêteuse, intérêts courus inclus, de : 956 K€ à DENY, 641 K€ à DOM PARTICIPATIONS, 196 K€ à TITAN, 45 K€ à SECURIDEV Pologne, et 52 K€ à SECURIDEV Tchèque.

2. Comptes sociaux

Dettes	31/12/2007	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
Fournisseurs, comptes rattachés	327	327	0	
Personnel, comptes rattachés	66	66	0	
Sécurité sociale, organismes sociaux	94	94	0	
État – Impôt sur les bénéfices	3 564	3 564	0	
État – TVA	84	84	0	
État – Autres	18	18	0	
Dettes sur immobilisation			0	
Groupe & associés	17360	17360	0	
Autres dettes	0	0	0	
Produits constatés d'avance	0	0	0	
Total	21 513	21 513	0	

Dans le cadre de la convention de trésorerie, SECURIDEV était emprunteuse à ses filiales, intérêts courus inclus, de : 834 K€ à PICARD, 2 200 K€ à METALUX, 67 K€ à C.R. SERRATURE, 558 K€ à EURO-ELZETT, 304 K€ à DOM France, 229 K€ à RONIS-DOM Ltd, 803 K€ à DOM Suisse, et 12 334 K€ à DOM Allemagne. La forme juridique transparente de DOM Allemagne en tant que « GmbH & Co KG » permettra d'attribuer automatiquement à SECURIDEV 95 % de son résultat social 2007 soit 6 053 K€ dès l'approbation des comptes.

La somme de 17 360 K€ due au groupe est à comparer globalement :

- aux 2 582 K€ prêtés au groupe ;
- aux 8 644 K€ placés pour compte en valeurs mobilières ;
- et à l'attribution du résultat social 2007 de DOM à venir.

Les créances et dettes vis-à-vis des sociétés du groupe se répartissent comme suit :

Créances clients	475	
Autres créances	2 581	dont 673 au titre de l'impôt société
Dettes fournisseurs	33	
Autres dettes	17 360	dont 12 au titre de l'impôt société

VI - Provisions sur créances

La variation du poste s'analyse comme suit :

	Exploitation	Financière	Exceptionnelle	Total
Origine N-1	0	317	0	317
Dotations	0	14	0	14
Reprises	0		281	281
Total 31/12/2007	0	331	281	50

La provision concerne le compte courant à l'ancienne filiale SECURIDEV Pologne. La reprise neutralise la cession pour 1€ de cette créance non recouvrable.

VII - Répartition des charges à payer dans les postes de bilan

La variation du poste s'analyse comme suit :

Emprunts	134
Fournisseurs	141
Social-fiscal	106

2. Comptes sociaux

VIII - Charges et/ou produits constatés d'avance

À la clôture, la variation des produits et charges constatées d'avance n'est pas significative.

IX - Chiffre d'affaires

Ventilation par zone géographique :

National	895
Union Européenne	457
Autres Pays	0

Ventilation par activité :

	Total	Dont Groupe
Prestations de service & Re-facturation de frais	1 351	1 351
Total	1 351	1 351

X - Résultat financier

Dividendes et revenus de participations	10 460
Produit des placements	533
Autres	-14
Intérêts des comptes courants	-879
Intérêts de la dette	-773
Total	9 327

La provenance des dividendes et revenus de participations est indiqué dans le tableau des filiales et participations. Le revenu de participation dans la société transparente DOM GmbH & Co KG n'inclut pas l'exercice 2007 que son assemblée approuvera prochainement.

XI - Résultat exceptionnel

	Charges	Dotations	Produits	Reprises	Net
Divers	281	350	8	281	-342

Le résultat exceptionnel est essentiellement constitué par une provision de restructuration.

La charge exceptionnelle compensée par une reprise est la conséquence de la cession de créance provisionnée, exposée au § VI.

XII - Autres Informations

Les opérations réalisées avec les sociétés du groupe ont donné lieu aux enregistrements suivants :

Re-facturation de frais & personnel	1 351
Produits d'exploitation	1 351
Charges externes des filiales de Sécuridev	8
Charges externes des sociétés liées à SFPI	8
Charges externes de la holding SFPI	13
Charges d'exploitation	29
Produits financiers	256
Dividendes	10 460
Charges financières	-879

XIII - Fiscalité, ventilation de l'impôt

	Brut	Retraitement	Total	Base imposable		
				à +33 ^{1/3}	à +19% +1,5 %	Impôt société
Résultat d'exploitation	-377	3	-374	-374	0	-125
Résultat Financier	9 327	-10 242	-915	-915	0	-305
Résultat Exceptionnel	-342		-342	-342	0	-114
IS DOM KG (1)						542
Intégration fiscale (2)						97
Impôt société total						95

(1) La société DOM est une société transparente. Sa société mère, SECURIDEV, est redevable de l'impôt sur les sociétés allemandes qui n'est pas comptabilisé dans la filiale. SECURIDEV constate la charge de l'impôt concomitamment à l'enregistrement du revenu de sa participation.

(2) La charge d'intégration fiscale est consécutive au redressement de la base déficitaire d'une filiale.

XIV - Accroissement et allègement de la dette future d'impôt

Les charges définitivement non déductibles enregistrées dans l'exercice ont été de 3 K€. Il n'y a pas de charges non déductibles temporairement pouvant avoir un effet sur l'impôt dans le futur.

XV - Engagements hors bilan

Nantissements et / ou hypothèques	11 345
Indemnités de départ en retraite	14

Ces nantissements sont donnés en garantie des emprunts d'acquisition des titres DOM et METALPLAST. L'engagement au droit à la formation est non significatif.

XVI - Avances et rémunérations aux dirigeants

Conformément à l'Article L. 225-43 du code du commerce aucune avance ou crédit n'a été alloué aux dirigeants de la société.

XVII - Effectifs moyens de l'entreprise

	Salariés	Intérimaires	Mises à disposition	Personnel
Cadres	3	0	0	3
Maîtrise	2	0	0	2
Employés	0	0	0	0
Ouvriers	0	0	0	0
Total	5	0	0	5

XVIII - Évènements post-clôture

La société a été autorisée par assemblée de ses actionnaires en date du 20 Mars 2008 à procéder au rachat en bourse de ses propres actions, dans la limite de 10 % du capital et de 30 Euros maximum par action.

4. TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS Article L- 233-1 du code de commerce

	Capital	Réserves, report à nouveau avant résultat	Quote part du capital détenu (en %)	Valeur brute comptable des titres détenus	Provisions sur titres	Prêts, avances consentis non remboursés	Prêts, avances reçus non remboursés	Dividendes encaissés en 2007 hors avoir fiscal	Résultat du dernier exercice clos	Chiffre d'affaires du dernier exercice clos
Sociétés										
Participations françaises supérieures ou égales à 50 %										
METALUX S.A.S. – St Dizier Siren : 572 020 394	1 300	2 181	99,79	4 049	-	-	2 198	298	1 080	10 358
DENY-FONTAINE S.A.S. – St Blimont Siren : 552 105 603	414	6 665	99,66	25 526	-	949	-	754	2 333	20 681
RONIS S.A.S. – Sancoins Siren : 345 004 147	1 575	-2 357	99,99	34 620	28 149	4	-	-	5 468	21 651
PICARD SERRURES S.A.S. Feuquières en Vimeu Siren : 341 148 823	1 015	1 411	99,99	2 894	-	-	832	1 050	995	8 730
DOM PARTICIPATIONS – Paris Siren : 485 054 860	2 237	-324	100,00	2 320	-	641	-	-	358	-
Participations étrangères supérieures ou égales à 50 %, comptes établis aux normes françaises										
DOM Kg Brühl – Allemagne	2 503	6 031	99,59	17 157	-	-	12 296	6 103	7 373	54 667
C.R. SERRATURE SA Turin – ITALIE	1 144	550	100,00	5 057	2 860	-	67	-	16	4 995
EURO-EIZETT SA Sopron - HONGRIE	1 092	3 506	100,00	3 877	-	-	556	1 704	776	11 467
ELZETT FEK SA Sopron – HONGRIE	1 870	320	50,00	778	51	-	-	-	1	15 123
METALPLAST SA Czestochowa – POLOGNE	285	2 604	100,00	2 104	-	172	-	-	415	6 878
SECURIDEV TCHEQUIE SA Prague – TCHEQUIE	4	154	100	3	-	51	-	-	28	1 082
TITAN SA Kamnik – SLOVENIE	6 493	3 787	70,51	1 914	-	196	-	549	223	17 740
RONIS DOM Ltd Wolverhampton – UK	41	994	100,00	1210	-	-	229	-	121	4 652
DOM AG Altendorf SUISSE	604	621	100,00	1 451	-	-	796	-	256	3 072
SECU BETEILIGUNGS Gmbh Brühl – ALLEMAGNE	25	25	100,00	25	-	-	-	-	-	-

5. TABLEAU DES CINQ DERNIERS EXERCICES (en €)

Nature des indications	2003	2004	2005	2006	2007
1 Capital en fin d'exercice					
Nombre d'actions ordinaires existantes	2 604 474	2 604 474	2 604 474	2 604 474	2 604 474
Nombre d'actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes					
Nombre maximal d'actions futures à créer :					
• par conversion d'obligation					
• par exercice de droits de souscription					
2 Chiffre d'affaires	1 371 633	1 515 202	1 385 651	1 272 644	1 351 964
3 Opérations & résultats de l'exercice					
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotation aux provisions et amortissements	1 575 017	2 809 064	670 475	854 303	8 701 864
Impôt sur les bénéfices	(518 559)	(230 556)	(485 570)	(455 030)	95 773
Résultat après impôts, participation des salariés et dotation aux provisions et amortissements	(2 170 115)	(5 505 684)	(681 619)	(5 752 369)	8 512 018
Résultat distribué	1 093 879	1 093 879	990 000	1 093 879	
4 Résultat par action					
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotation aux provisions et amortissements	0,80	1,17	0,44	0,68	3,30
Résultat après impôts, participation des salariés et dotation aux provisions et amortissements	(0,83)	(2,11)	(0,26)	(2,21)	3,27
Dividende attribué à chaque action	0,42	0,42	0,38	0,42	
5 Personnel					
Effectif moyen des salariés employés	4	4	4	5	5
Montant de la masse salariale de l'exercice	431 748	706 247	457 454	541 341	622 070
Montant des sommes versées au titre des cotisations et avantages sociaux	152 083	180 064	125 390	152 754	173 678

3. Comptes consolidés

1 Bilan consolidé au 31 décembre 2007	21
2 Compte de résultat consolidé au 31 décembre 2007	22
3 Tableau de financement consolidé	23
4 Annexe aux comptes consolidés au 31 Décembre 2007	24

1. BILAN CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2007

ACTIF	31/12/07 En K€	31/12/06 En K€	31/12/05 En K€
Ecart d'Acquisition (Note 2)	32 962	33 133	42 027
Immobilisations Incorporelles (Note 1)	570	846	840
Immobilisations Corporelles (Note 3)	34 485	35 828	21 802
Immeubles de Placement (Note 4)	0	0	270
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence (Note 6)	1 089	832	
Autres actifs financiers non courants (Note 5)	1 351	1 720	616
Impôt différé actif (Note 16)	6 535	7 734	9 769
Total des Actifs non courants	76 992	80 093	75 324
Actifs destinés à être cédés (Note 7)	0	2 325	2 325
Stocks et En-cours (Note 8)	27 924	25 610	23 672
Créances Clients & Comptes Rattachés (Note 9)	33 190	31 056	32 570
Autres actifs financiers courants (Note 10)	3 259	5 589	5 840
Trésorerie et équivalent de trésorerie (Note 11)	11 766	7 874	6 781
Total des actifs courants	76 139	70 128	68 863
Total de l'actif	153 131	152 547	146 512

PASSIF	31/12/2007 En K€	31/12/2006 En K€	31/12/2005 En K€
Capital	39 067	39 067	39 067
Réserves Consolidées/Part du Groupe	11 473	2 241	383
Etats des profits et pertes actuariels de l'exercice	1 034	839	-126
Résultat/Part du Groupe	11 242	8 750	2 800
Capitaux propres Part Groupe (Note 12)	62 816	50 897	42 124
Intérêts Minoritaires	2 638	2 623	2 458
Capitaux propres de l'ensemble consolidé (Note 12)	65 454	53 520	44 582
Provisions pour Risques et Charges non courantes (Note 13a)	26 083	25 163	24 447
Dettes financières à long terme (Note 14)	12 441	18 505	27 005
Impôt différé passif (Note 16)	4 110	5 712	1 406
Passif non courant	42 634	49 380	52 858
Passifs des activités destinées à être cédées	0	41	434
Provisions pour Risques et Charges courantes (Note 13b)	2 315	2 574	2 895
Dettes Financières à court terme (Note 14)	4 317	7 244	11 272
Dettes Fournisseurs (Note 15)	15 393	14 794	14 082
Autres passifs financiers (Note 15)	23 018	24 994	20 389
Passif courant	45 043	49 606	48 638
TOTAL du PASSIF	153 131	152 547	146 512

2. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2007

	31/12/07 En K€ Normes IFRS	31/12/06 En K€ Normes IFRS	31/12/05 En K€ Normes IFRS
Résultats Consolidés IFRS			
Chiffre d'affaires net (Note 18)	160 923	149 972	100 804
Production stockée	-599	492	-154
Achats consommés y compris sous-traitance	-49 066	-42 068	-33 243
Marge Brute (Note 18)	111 258	108 396	67 407
% de production	69,4 %	72,0 %	67,0 %
Autres produits d'exploitation et subvention	1 448	830	1 243
Dotations nettes aux provisions (Note 19b)	544	386	29
Charges externes (Note 18)	-23 638	-24 736	-17 143
Impôts, taxes & assimilés	-2 363	-2 241	-1 979
Frais de personnel	-61 662	-60 197	-36 922
Dotations aux amortissements (Note 19a)	-7 012	-7 132	-4 176
Autres charges	-1 540	-2 374	-1 381
Participation des salariés et intéressement	-704	-549	-551
Résultat opérationnel courant	16 331	12 383	6 527
% du chiffre d'Affaires	10,1 %	8,3 %	6,5 %
Coût des Restructurations	-999	-966	-578
Cession Immobilière	606	1 545	
Autres produits et charges non récurrents (Note 21)	-341	-338	-14
Variation des pertes de valeur (Note 19c)	602	1 180	-674
Résultat opérationnel	16 199	13 804	5 261
% du chiffre d'affaires	10,1 %	9,2 %	5,2 %
Résultat financier (Note 20)	-872	-1 145	-676
Résultats des activités destinées à être cédées			
Résultat avant impôt	15 327	12 659	4 585
Impôt Société (Note 22)	-4 121	-3 781	-1 432
Résultats mis en équivalence	108	197	
Résultats net des entreprises consolidées	11 314	9 075	3 153
% du chiffre d'affaires	7,0 %	6,1 %	3,1 %
- Part des Minoritaires	71	325	353
- Part de la société mère	11 242	8 750	2 800
- Résultat net par action (hors Autocontrôle) en euros (Note 23)	4,32	3,36	1,08

3. TABLEAU DE FLUX CONSOLIDÉ

	2007	2006	2005
	En K€	En K€	En K€
Résultat avant impôt	(*) 15 520	13 000	4 589
<i>Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie</i>			
- Dotations aux amortissements d'exploitation	(*) 7 012	7 131	4 176
- Variation des provisions d'exploitation et financière	(*) -240	-442	-762
- Variation des provisions pour perte de valeur	(*) -795	-1 190	670
- Plus ou moins values de cession	(*) -1 969	-1 822	41
<i>Variation du besoin en fonds de roulement</i>			
- Variation des stocks et encours	-2 313	-1 963	704
- Variation des clients	-2 134	1 702	-952
- Variation des fournisseurs	600	973	580
- Variation des autres créances et dettes	2 007	4 617	-91
Flux de trésorerie provenant des activités	17 688	22 006	8 955
Impôts sur le résultat	-3 703	-3 942	-1 604
Flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles	13 985	18 064	7 351
Cessions d'immobilisations	5 451	2 090	538
Acquisition des titres consolidés			-16 801
Trésorerie provenant des sociétés acquises		35	1 498
Incidence des variations de périmètre		-111	
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-5 098	-5 061	-5 222
Acquisitions d'immobilisations financières	-338	-104	
Variation des dettes sur immobilisations	109	-104	
Flux de trésorerie net provenant des activités d'investissement	124	-3 255	-19 987
Augmentation des crédits-baux et locations financières	365	146	726
Augmentation des dettes auprès des établissements de crédit		199	21 925
Augmentation des autres dettes financières	309		300
Remboursement des crédits-baux et locations financières	-464	-590	-530
Remboursement des dettes auprès des établissements de crédit	-8 808	-6 142	-2 408
Remboursement des autres dettes financières	-301	-294	-1 211
Dividendes versés par SECURIDEV	-1 094	-990	-1 094
Dividendes versés aux minoritaires des filiales	-234	-118	-58
Flux de trésorerie net provenant des activités de financement	-10 227	-7 789	-17 650
Variation de trésorerie	3 882	7 020	5 014
Trésorerie à l'ouverture de la période (1)	7 396	376	-4 638
Trésorerie à la clôture de la période (1)	11 278	7 396	376
Variation de trésorerie constatée	3 882	7 020	5 013
Capacité d'autofinancement	(*) 15 825	12 735	7 110
(1) La trésorerie de clôture se décompose en :			
Disponibilités	8 981	2 828	2 666
Equivalents de trésorerie	2 785	5 046	4 115
Trésorerie active	11 766	7 874	6 781
Découverts et crédits spots	-488	-478	-6 405
Trésorerie	11 278	7 396	376

(*) sommes incluses dans la capacité d'autofinancement

4. ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2007

Introduction

Le groupe SECURIDEV rassemble 24 sociétés, dont la société SECURIDEV est la société mère. Il s'agit d'une société anonyme à conseil d'Administration dont le siège social est à Paris, 20 rue de l'Arc de Triomphe (75017). La société SECURIDEV a la nature de holding.

En date du 27 mars 2008, le conseil d'Administration a arrêté les comptes et autorisé la publication des états financiers consolidés du groupe SECURIDEV pour l'exercice clos le 31 décembre 2007.

Les comptes consolidés sont établis en euros. Sauf mention spécifique, tous les chiffres sont donnés en milliers d'euros. Le groupe SECURIDEV est détenu à 57,3 % par la société S.F.P.I, dont le siège social est situé 20, rue de l'Arc de Triomphe, 75017 Paris.

Faits marquants

Le compromis de vente que la société Ronis avait conclu en 2005 pour son usine lyonnaise s'est déboulé au cours du deuxième semestre 2007. Cet actif avait été revalorisé et reclassé en « Actif destiné à être cédé ». La cession définitive de cet actif a généré un complément de plus-value consolidée net de 606 K€.

Principes comptables, méthodes d'évaluation, options IFRS retenues

Liste des sociétés consolidées

	Pays	Pourcentage de contrôle			N° Siren	Activité	Méth. Conso.
		12/07	12/06	12/05			
SECURIDEV	France	Société mère			378 557 474	Holding	I.G.
DENY-FONTAINE	France	99,66	99,66	99,66	552 105 603	Serrurerie	I.G.
METALUX	France	99,79	99,79	99,79	572 020 394	Serrurerie	I.G.
PICARD-SERRURES	France	99,98	99,99	99,99	341 148 823	Serrurerie	I.G.
GIE SERUTOL	France	100,00	100,00	100	382 738 961	Serrurerie	I.G.
BROGLIE INDUSTRIE	France	99,71	99,71	99,71	331 417 295	Serrurerie	I.G.
BEUGNOT	France	100	99,66	99,66	323 077 628	Serrurerie	I.G.
RONIS	France	99,99	99,99	99,99	345 004 147	Serrurerie	I.G.
RONIS-DOM Ltd U.K	G.B.	100,00	100,00	100,00	/	Serrurerie	I.G.
CR SERRATURE	Italie	100,00	100,00	100,00	/	Serrurerie	I.G.
ELZETT-FEK - SOPRON	Hongrie	50,00	50,00	50,00	/	Galvanisation	M.E.
EURO-ELZETT	Hongrie	100,00	100,00	100,00	/	Serrurerie	I.G.
METALPLAST	Pologne	100	98,73	98,73	/	Serrurerie	I.G.
SECURIDEV TCHEQUIE	Rép. Tchèque	100,00	100,00	100,00	/	Serrurerie	I.G.
TITAN	Slovénie	70,51	70,51	70,51	/	Serrurerie	I.G.
TITAN ZAGREB	Croatie	30,00	30,00	30,00	/	Serrurerie	M.E.
EURO TOOLS (*)	Slovénie	100,00	100,00	100,00	/	Outillage	I.G.
TSS RONIS DIFFUSION	France	100,00	100,00	100,00	348 541 798	Serrurerie	I.G.
DOM POLOGNE	Pologne	99,00	100,00		/	Serrurerie	I.G.
DOM FRANCE	France	100,00	100,00	100,00	/	Serrurerie	I.G.
DOM SUISSE	Suisse	100,00	100,00	100,00	/	Serrurerie	I.G.
DOM ALLEMAGNE	Allemagne	100,00	100,00	100,00	/	Serrurerie	I.G.
+ DOM NLD							
DOM PARTICIPATION	France	100,00	100,00	100,00	485 054 860	Holding	I.G.
SECU BETEILIGUNGS GmbH	Allemagne	100,00	100,00	100,00	/	Serrurerie	I.G.

Abréviation I.G.: Intégration globale, I.P.: Intégration proportionnelle, M.E.: Mise en équivalence.

(*) EUROTOOLS provient d'une filialisation de l'activité outillage de TITAN.

1. Référentiel

Les états financiers consolidés de Securidev ont été préparés en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) publié par l'IASB (International Accounting Standards Board) au 31 décembre 2007 et tels qu'adoptés dans l'Union Européenne à la date de clôture des comptes.

Les méthodes comptables sont identiques à celles de l'exercice précédent à l'exception des normes et interprétations adoptées dans l'Union Européenne en 2007.

Les nouvelles normes et interprétations obligatoires et applicables à compter du 1^{er} janvier 2007 sont :

- l'amendement de la norme IAS 1 (Présentation des états financiers)
- la norme IFRS 7 (Instruments financiers)

Les incidences sur les états financiers de ces nouvelles normes et interprétations sont sans incidences significatives. Les normes et interprétations déjà publiées mais non entrées en vigueur au 1^{er} janvier 2007 n'ont pas été appliquées par anticipation, à l'exception de la norme IFRS 8 Secteurs Opérationnels, adopté le 21 novembre 2007 dont l'application sera obligatoire à compter des exercices ouverts le 1^{er} janvier 2009. Le Groupe a choisi d'anticiper l'application de cette norme, qui remplace IAS 14 Information Sectorielle.

2. Périmètre et méthode de consolidation

Toutes les sociétés incluses dans le périmètre sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale, exception faite des sociétés ELZETT-FEK et TITAN ZAGREB mises en équivalence. Toutes les sociétés clôturent leurs comptes au 31 décembre.

3. Changement de méthode

Aucun changement de méthode n'a été appliqué cette année.

4. Changement de présentation

Nous vous informons que les titres Titan Zagreb (Note 5), les frais d'emprunts (Note 14) et les consommables (Note 18) ont été reclassés sur l'exercice 2007.

5. Conversion des états financiers des filiales étrangères

Les postes du bilan sont convertis au taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice.

Les charges et produits du compte de résultat sont convertis au cours moyen de l'exercice.

À compter de 2005, les écarts résultant de cette méthode de conversion figurent au bilan dans les capitaux propres au poste «Ecart de conversion». Les écarts antérieurs ont été reclassés au sein des capitaux propres.

6. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent principalement des frais de développement, les brevets et logiciels évalués. Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Les principales durées d'amortissement retenues pour ces immobilisations incorporelles sont les suivantes :

- Logiciels 1 à 3 ans
- Brevets durée de protection juridique
- Frais de développement 3 ans à compter de la commercialisation
- Autres immobilisations incorporelles 1 à 5 ans

Les frais de développement ne sont immobilisés que s'ils concernent un investissement significatif. Les coûts sont immobilisés à partir du moment notamment où le projet est techniquement faisable, son marché identifié et sa rentabilité calculée avec une fiabilité raisonnable. Les dépenses antérieures ne sont jamais recyclées. Au titre de l'exercice, aucun frais de recherche et développement n'a été immobilisé.

Les marques ou fonds de commerce générés en interne ne sont pas immobilisés. Les marques acquises au travers de rachats d'entreprise ne font pas l'objet d'une identification distincte dans la mesure où elles ne présentent pas un caractère séparable ou mesurable de façon fiable. En effet, deux cas de figure sont envisageables :

- si la marque est vendue avec les savoir-faire technique, les outillages donnant accès au marché de remplacement et les fichiers du parc installé, la société vendeuse se trouve de fait vidée de sa substance et dans l'incapacité de poursuivre son activité. Ce schéma revient à évaluer l'entreprise globalement et non pas sa marque ;
- si, cas irréaliste, la marque est vendue sans les savoir-faire et outillage, l'acquéreur n'ayant pas accès au marché de remplacement en proposera un prix réduit sans rapport avec la perte d'image que subira la société vendeuse. Sans marché actif, ni référence à des transactions similaires, la marque n'est pas évaluable de façon fiable et la conséquence directe pour le vendeur s'avère inchiffrable.

7. Écarts d'acquisition

Les écarts de première consolidation sont affectés après une période de 12 mois aux actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise à leur juste

valeur. Les actifs acquis destinés à être cédés sont minorés des coûts de la re-vente.

L'écart entre le coût du regroupement (prix payé majoré des frais d'acquisition à l'exclusion des coûts de financement) et la quote-part des capitaux propres après affectation revenant à l'acquéreur constitue le goodwill ou écart d'acquisition.

Le goodwill n'est pas amorti, il est testé et fait l'objet éventuel d'une dépréciation irréversible en cas de perte de valeur.

8. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées conformément à la méthode de référence à leur coût d'acquisition ou de production diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Le montant amortissable est déterminé après déduction d'une valeur résiduelle généralement nulle car peu importante et significative.

Les amortissements sont calculés principalement selon le mode linéaire en fonction de sa durée d'utilité. Les durées d'amortissements généralement retenues sont les suivantes :

• Constructions	20–25 ans
• Mobilier, agencements et matériels de bureau	3–10 ans
• Matériels de production et équipements	3–8 ans
• Biens d'occasion	2–3 ans

Les leasings sont immobilisés avec constatation en contrepartie d'une dette financière déterminée d'après les taux d'intérêt du contrat. Il sont amortis sur les durées suivantes :

• Constructions	20 ans
• Matériel de production	3–8 ans

Les locations financières sont retraitées si le contrat a une durée supérieure à deux années et ne concerne pas un véhicule. Le bien est immobilisé pour la valeur actualisée des flux du contrat au taux d'intérêt de celui-ci et par défaut aux taux TEC à 10 ans de l'année majoré de 2 %. Le bien est amorti sur la durée du contrat sauf pour les locations de moins de quatre ans ne concernant pas du matériel informatique où il est alors considéré que le contrat sera renouvelé une fois.

Les installations de traitement de surface ne font pas l'objet d'une obligation légale de démantèlement entraînant la comptabilisation d'un actif à amortir.

9. Perte de valeur

Les immobilisations incorporelles, les écarts d'acquisition et les immobilisations corporelles font l'objet d'un test de dépréciation calculé au niveau de chaque entité légale.

Ce test réalisé en fin d'année lorsque les budgets sont connus peut être anticipé si un indice de perte de valeur notoire est détecté.

La valeur nette comptable d'un actif, ou de l'entité globale elle-même, est comparée à sa valeur recouvrable correspondant au montant le plus élevé entre sa juste valeur diminuée des coûts de vente (valeur de vente ou de marché moins coût de sortie) et sa valeur d'utilité.

La valeur d'utilité est déterminée par actualisation des cash-flows futurs.

Le taux d'actualisation correspond au coût moyen pondéré des capitaux permanents en retenant :

- 40 % d'endettement forfaitaire rémunéré au taux d'intérêt moyen de l'année du TEC à 10 ans majoré de 1 %, puis diminué de la déductibilité fiscale ;
- 60 % de fonds propres à rémunérer au taux sans risque (TEC à 10 ans) plus une prime de risque moyenne publiée majorée d'un coefficient Bêta de risque propre à chaque société variant entre 1,2 et 2,0.

Les flux futurs ont pour point de départ le budget de l'année suivante multiplié par un coefficient de probabilité égal au ratio écrêté constaté sur les dix précédentes années entre les résultats d'exploitation réalisés et ceux qui avaient été budgétés.

Ces flux sont à défaut de perspectives spécifiques augmenté chaque année de l'inflation sur les quatre années suivantes. La valeur terminale de la cinquième année est obtenue en divisant le flux par le coût moyen pondéré des capitaux permanents sans minoration de l'inflation ce qui revient techniquement à considérer que les résultats s'effriteront chaque année de l'inflation.

Lorsque cela est possible, les terrains et constructions sont soustraits des actifs immobilisés, l'amortissement neutralisé et remplacé par un loyer. Cette correction revient à ne pas justifier de goodwill du fait de bâtiment totalement amorti et inversement à ne pas déprécier les terrains et constructions en dessous de leur valeur nette comptable.

À cette réserve près, il est considéré que la juste valeur des actifs ne peut jamais être connue de façon fiable.

En conséquence, la valeur d'utilité ainsi calculée doit couvrir le montant des actifs immobilisés et de l'écart d'acquisition.

Toute insuffisance entraîne une dépréciation irréversible de l'écart d'acquisition voire, au-delà, une provision réversible sur les actifs immobilisés engagés plafonnée à leur valeur nette comptable.

10. Immeubles de placement

Les immeubles de placement, s'il en existe, sont comptabilisés selon la méthode de référence au coût historique amorti.

11. Immobilisations financières

Les titres de participation non consolidés sont évalués à leur coût d'acquisition.

Le cas échéant, une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur figurant au bilan est supérieure à la valeur d'usage.

Celle-ci est déterminée en tenant compte de la quote-part de situation nette et des perspectives de rentabilité.

12. Stocks

Les matières et marchandises sont évaluées au dernier coût d'achat, ce qui, compte tenu de la rotation rapide de ces stocks est proche d'une valorisation de type « premier entré – premier sorti ».

Les produits finis et les encours de productions sont évalués à leur coût de production.

Lorsque la valeur probable de réalisation est inférieure au prix de revient, une provision pour dépréciation est constituée.

13. Créances

Les créances sont retenues à leur valeur nominale. Une provision est pratiquée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

14. Provisions pour risques et charges

Une provision est comptabilisée lorsque, à la date de clôture, une obligation juridique ou implicite à l'égard d'un tiers est constatée et qu'il est probable qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce dernier sans contrepartie au moins équivalente.

15. Emprunts auprès des établissements de crédit

Conformément à IAS39, les frais relatifs aux emprunts sont comptabilisés en diminution des emprunts et étalés sur la durée de remboursement.

16. Engagement de retraite, médailles du travail

Ils sont comptabilisés en provisions non courantes.

Les indemnités de fin de carrière et médailles du travail sont évaluées selon une méthode prospective actualisée.

Les hypothèses principales retenues sont que les départs en retraite se feront à l'initiative des salariés à l'âge de 65 ans pour les cadres et 60 ans pour les non-cadres.

Les pensions de retraite complémentaire du personnel de DOM Allemagne sont aussi évaluées selon la même

méthode prospective actualisée.

La provision tient compte d'un pourcentage d'espérance de vie et de présence aux dates de réalisation des événements générateurs de paiements. Le taux actuariel retenu est celui du TEC à 10 ans (4,30 %) avec symétriquement la prise en compte, variable par pays, de l'inflation (1,6 % environ) et d'une progression des salaires due aux promotions hors inflation (1,5 % environ).

Les écarts actuariels générés par des changements d'hypothèses sont comptabilisés directement dans les capitaux propres sur la ligne « Etat des profits et pertes actuariels de l'exercice ».

17. Conversion des opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes et créances figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. Les différences sont portées dans les comptes d'écart de conversion.

Les écarts d'évaluation et les écarts d'acquisition dégagés lors de la comptabilisation initiale d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisés en monnaie étrangère et convertis par la suite au cours de clôture.

18. Impôt société

Le montant des impôts effectivement dû à la clôture de l'exercice est corrigé des impôts différés calculés selon la méthode du report variable sur les retraitements pratiqués en consolidation, ainsi que sur les différences temporaires existant entre les valeurs comptables et les valeurs fiscales. L'excédent des impôts différés actifs, y compris ceux se rapportant au déficit reportable, sur les impôts différés passifs, est constaté dès lors que la probabilité de la réalisation de résultats futurs bénéficiaires est établie dans l'entité fiscale concernée.

19. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires correspond aux livraisons réelles. Compte tenu de l'activité, aucun chiffre d'affaires à l'avancement n'est comptabilisé.

20. Distinction entre résultat opérationnel et résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant est celui provenant des activités dans lesquelles l'entreprise est engagée dans le cadre de ses affaires ainsi que les activités annexes qu'elle assume à titre accessoire ou dans le prolongement de ses activités normales.

Les coûts de re-structuration sont présentés sur une ligne distincte, tout comme les autres produits et charges significatifs à caractère non récurrent et les cessions d'actif.

De même, l'incidence de la comparaison entre les valeurs comptables nettes des actifs des sociétés et leur

3. Comptes consolidés

valeur recouvrable est comptabilisée séparément sur une ligne « variation des pertes de valeur » intégrant les dépréciations irréversibles des écarts d'acquisition ainsi que les variations de provisions sur actifs immobilisés

21. Effet de variations de périmètre

Aucune variation significative de périmètre n'a été constatée sur l'exercice 2007.

Le rachat des derniers minoritaires de Métalplast représentant 1,3 % du capital a été réalisé sur l'exercice pour 36 K€. Un écart d'acquisition de 14 K€ a été comptabilisé.

22. Secteurs opérationnels

Les activités du Groupe se partagent entre l'activité destinée à la vente aux professionnels, celle destinée à la vente au grand public, et l'activité « holding ».

23. Tableau de flux de trésorerie

Ce tableau est conçu de manière à faire ressortir les flux opérationnels, les flux d'investissements et les flux de capitaux retraités de toutes les opérations internes au Groupe.

Notes annexes aux états financiers consolidés

Sauf indication contraire, les chiffres ci-après sont exprimés en milliers d'Euros.

Note 1 - Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles se décomposent comme suit :

	31/12/07	31/12/06	31/12/05
Frais de recherche & développement	679	679	679
Brevets, licences, marques	6 470	6 415	6 182
Autres immobilisations incorporelles	1 126	1 029	944
Immobilisations incorporelles en cours et avances	15	71	4
Valeur à la clôture	8 290	8 194	7 809

La répartition des amortissements est la suivante :

	31/12/07	31/12/06	31/12/05
Frais de recherche & développement	679	679	672
Brevets, licences, marques	6 067	5 770	5 542
Autres immobilisations incorporelles	974	899	755
Valeur à la clôture	7 720	7 348	6 969
Net	570	846	840

La répartition de ces immobilisations nettes par activité est la suivante :

	31/12/07	31/12/06	31/12/05
Branche Grand Public	172	253	138
Branche Professionnelle	398	584	682
Autres	0	9	20
Investissement consolidé	570	846	840

La répartition de ces immobilisations nettes par secteur géographique est la suivante :

	31/12/07	31/12/06	31/12/05
France	289	532	656
Étranger hors Allemagne	181	240	99
Allemagne	100	74	85
Total consolidé	570	846	840

Note 2 - Écarts d'acquisition

Conformément aux dispositions réglementaires, les écarts d'acquisition représentent la différence entre :

- Le coût des titres de participation augmenté des frais d'acquisition ;
- La quote-part de l'entreprise acquéreuse dans l'évaluation totale des actifs, passifs et passifs éventuels identifiés à la date d'acquisition.

Ce poste enregistre donc des écarts consécutifs à une acquisition qu'il n'a pas été possible d'affecter à un poste de l'actif immobilisé.

Les valeurs des écarts d'acquisition actifs au 31 Décembre 2007 sont les suivantes :

	Valeurs brutes 31/12/07	Dépréciation 31/12/07	Valeurs nettes 31/12/07	Valeurs nettes 31/12/06	Valeurs nettes 31/12/05
RONIS	27 620	27 620	0	0	0
BROGLIE INDUSTRIE	18	0	18	18	18
TSS-RONIS-DIFFUSION	37	37	0	0	0
PICARD-SERRURES	7 507	873	6 634	6 634	6 634
METALUX	2 529	2 529	0	0	0
DENY-FONTAINE	27 826	10 796	17 030	17 030	17 030
C.R. SERRATURE	2 814	2 814	0	0	0
BEUGNOT	1 248	0	1 248	1 248	1 248
METALPLAST	682	682	0	171	169
TITAN	947	620	327	327	328
DOM Pologne	10	10	0	0	0
DOM	7 705		7 705	7 705	16 600
Total	78 943	45 981	32 962	33 133	42 027

La variation des écarts d'acquisition de Dom en 2006 provient de l'affectation d'une partie des écarts de première consolidation à des actifs corporels par voie de réévaluation, et à des brevets, sous déduction des impôts différés. Le solde restant correspond à la partie non affectée.

L'écart d'acquisition de Métalplast a été intégralement déprécié (cf. Note 19 sur les tests de perte de valeur).

Note 3 - Immobilisations corporelles

Après incorporation des locations financières, la ventilation des immobilisations corporelles se présente ainsi.

La répartition des valeurs brutes est la suivante :

	31/12/07	31/12/06	31/12/05
Terrains et Aménagements	7 014	7 011	4 499
Terrains en crédit-bail	21	21	21
Constructions hors immeubles de placement	34 400	33 778	26 741
Constructions en crédit-bail	1 748	1 748	1 748
Installations techniques, matériel industriel	101 920	101 187	93 280
Matériel & outillage en crédit-bail	2 293	3 218	3 076
Autres Immobilisations	14 156	12 638	13 275
Immobilisations corporelles en cours et avances	1 169	761	1 120
Total	162 721	160 362	143 760

En 2006, en dehors des investissements et des cessions d'actifs, la réévaluation de différents actifs de DOM dans le cadre de l'affectation de l'écart de première consolidation entraîne un accroissement des valeurs brutes immobilisées de 16 305 K€.

3. Comptes consolidés

La répartition des amortissements, en ce inclus les provisions sur actifs dues aux tests de valeur, est la suivante :

	31/12/07	31/12/06	31/12/05
Terrains et aménagements	572	181	150
Constructions	24 404	23 332	21 685
Constructions en crédit-bail	738	654	567
Tests de perte de valeur	945	1 740	2 930
Installations et Matériel	88 794	85 751	83 660
Matériel & outillage en crédit-bail	1 756	2 490	1 986
Autres Immobilisations	11 027	10386	10 980
Total	128 236	124 534	121 958
Net	34 485	35 828	21 802

La répartition de ces immobilisations nettes par activité est la suivante :

	31/12/07	31/12/06	31/12/05
Branche Grand Public	9 780	10 573	10 058
Branche Professionnelle	24 705	25 255	11 744
Consolidé SECURIDEV	34 485	35 828	21 802

Les investissements se répartissent ainsi :

	31/12/07	31/12/06	31/12/05
Branche Grand Public	1 976	2 850	2 864
Branche Professionnelle	2 786	1 729	1 665
Investissement consolidé	4 762	4 579	4 529

Les investissements corporels financés en crédit-bail et locations financières se sont élevées en 2006 à 144 K€ et à 365 K€ en 2007.

La répartition de ces immobilisations nettes par secteur géographique est la suivante :

	31/12/07	31/12/06	31/12/05
France	5 971	5 346	5 207
Étranger hors Allemagne	8 255	9 023	8 928
Allemagne	20 259	21 459	7 667
Total consolidé	34 485	35 828	21 802

Note 4 - Immeubles de placement

	31/12/07	31/12/06	31/12/05
Valeur Globale	0	0	270

Le terrain et bâtiment de la filiale EURO-ELZETT classés en immeubles de placement qui figuraient au bilan 2005 pour 270 K€ ont été cédés en fin d'année 2006.

3. Comptes consolidés

Note 5 - Autres actifs financiers non courants

Valeur nette	31/12/07	31/12/06	31/12/05
Autres titres immobilisés	0	152	152
Prêts	1 114	1 326	301
Autres immobilisations financières	237	242	163
Total	1 351	1 720	616

En 2006, les autres titres immobilisés correspondaient à Titan Zagreb. Ceux-ci ont été reclassés en 2007 en « Titres mis en équivalence ».

Note 6 - Titres mis en équivalence

Ils correspondent aux sociétés Titan Zagreb (261 K€) et FEK (827 K€). Leurs données bilancielles, chiffres d'affaires et résultats, avant retraitement de consolidation, pour une détention à 100 %, sont :

	2007	FEK 2006	2005	2007	Titan Zagreb 2006	2005
Total des Actifs	9 005	4 831			1 302	1 100
Situation nette	2 193	2 210		Non arrêté	872	752
Chiffre d'affaire	15 272	13 145	Société en I.P.		2 271	2 290
Résultat net	0	107			138	151

Note 7 - Actifs destinés à être cédés

	31/12/07	31/12/06	31/12/05
Valeur Active	0	2 325	2 325
Valeur Passive	0	-41	-434
Solde	0	2 284	1 891

Cette rubrique concernait l'usine lyonnaise de la société Ronis. La vente a été parfaite au cours du second semestre 2007 (cf. faits marquants de l'exercice).

Note 8 - Stocks

La répartition des stocks est la suivante :

	31/12/07			31/12/06	31/12/05
	Brut	Provisions	Net	Net	Net
Matières premières	13 918	3 844	10 074	8 909	9 102
Encours de productions de biens	4 858	370	4 488	4 134	3 689
Produits intermédiaires et finis	10 843	1 892	8 951	8 633	7 516
Marchandises	6 042	1 632	4 410	3 934	3 365
Total	35 661	7 738	27 923	25 610	23 672

Note 9 - Clients et comptes rattachés

La rubrique se présente comme suit :

	31/12/07	31/12/06	31/12/05
Brut	35 668	33 440	35 418
Provision	-2 478	-2 384	-2 848
Net	33 190	31 056	32 570

Il n'y a pas de créance client à plus d'un an.

3. Comptes consolidés

La ventilation des créances clients par échéance est la suivante :

	Créances clients échues à la clôture				Total	Total	Total	Total
	<30 j	1-3 mois	3-6 mois	>6 mois	créances échues	créances non échues	créances clients	créances dépréciées
Créances clients	8 624	2 266	661	1 778	13 329	22 339	35 668	-2 478

Le groupe SECURIDEV a recours aux assurances crédits de ses clients pour toutes les sociétés anglaises, françaises, italiennes et slovènes.

Note 10 - Autres actifs financiers courants

La rubrique se présente comme suit :

	31/12/07	31/12/06	31/12/05
Créances d'exploitation	2 539	4 495	4 901
Charges constatées d'avance	720	1 094	939
Total	3 259	5 589	5 840

Il n'y a pas de créance client à plus d'un an.

Note 11 - Trésorerie et équivalent de trésorerie

Ils se détaillent comme suit en valeur nette :

	31/12/07	31/12/06	31/12/05
Valeurs mobilières de placement	8 981	5 046	4 115
Disponibilités	2 785	2 828	2 666
Total	11 766	7 874	6 781

À l'exception des montants ci-dessus, aucun autre actif financier n'est comptabilisé à la juste valeur.

Les valeurs mobilières de placement sont exclusivement constituées de certificat de dépôt auprès de banque de premier ordre, et de SICAV de trésorerie pure.

3. Comptes consolidés

Note 12 - Capitaux propres

La variation des capitaux propres consolidés s'analyse comme suit :

	Part du groupe					Intérêts	
	Capital	Réserves consolidées	Écarts de conversion	Résultat	Total	minoritaires	Total
Solde au 31/12/2005	39 067	344	-86	2 799	42 124	2 458	44 582
Affectation du résultat		1 809		-1 809	0		0
Dividendes versés				-990	-990	-118	-1 108
Augmentation de capital					0		0
Résultat net comptabilisé directement en capitaux propres		618	395		1 013	-42	971
Résultat de la période				8 750	8 750	325	9 075
Total des produits et charges comptabilisés au titre de la période		618	395	8 750	9 763	283	10 046
Solde au 31/12/2006	39 067	2 771	309	8 750	50 897	2 623	53 520
Affectation du résultat		7 657		-7 657	0		0
Dividendes versés				-1 093	-1 093	-234	-1 327
Augmentation de capital					0		0
Résultat net comptabilisé directement en capitaux propres		1 748	22		1 770	177	1 947
Résultat de la période				11 242	11 242	72	11 314
Total des produits et charges comptabilisés au titre de la période		1 748	22	11 242	13 012	249	13 261
Solde au 31/12/2007	39 067	12 176	331	11 242	62 816	2 638	65 454

La répartition des profits et pertes passés dans les capitaux propres et dans le compte de résultat est la suivante :

	2007	2006
Écarts de change survenant lors de la conversion des activités à l'étranger	22	393
Écarts actuariels sur les engagements du personnel	1 034	839
Autres (1)	891	-261
Résultat net comptabilisé directement en capitaux propres	1 947	971
Résultat de la période	11 314	9 075
Total des produits et des charges comptabilisés au titre de la période attribuable aux :	13 261	10 046
– porteurs de capitaux propres de la société mère	13 012	9 763
– Intérêts minoritaires	249	283

(1) Ce montant correspond à des corrections d'impôts différés sur des retraitements d'homogénéisation des principes comptables dans les sociétés étrangères.

3. Comptes consolidés

Note 13 - Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges inscrites au bilan consolidé ont évolué de la manière suivante :

	31/12/07	31/12/06	31/12/05
Indemnité de fin de carrière et Médailles du travail	5 230	5 341	4 949
Pensions DOM	19 387	19 822	19 498
Droit des représentants en Allemagne	1 466		
a) Provision pour risques et charges non courantes	26 083	25 163	24 447
Restructuration	524	160	65
Droit des représentants en Allemagne		1 240	1 240
Litiges, réclamations et garanties	1 710	1 136	952
Divers	81	38	638
b) Provision pour risques et charges courantes	2 315	2 574	2 895
Total Provisions Passives	28 398	27 737	27 342

En 2007, la provision pour droit des représentants en Allemagne a été reclassée de provision pour risques et charges courante à non courante.

Note 14 - Emprunts et dettes financières

Leur répartition au 31 Décembre 2007, par échéance et par catégorie est la suivante :

Emprunts et dettes	Total au 31/12/07			Total au 31/12/07	Total au 31/12/06	Total au 31/12/05
	<1an	>1 an à < 5 ans	>5 ans			
Emprunts	3 034	10 210		13 244	22 132	28 187
Crédits Baux	338	781	473	1 592	1 397	1 699
Locations financières	59	52		111	405	549
Intérêts courus sur les emprunts	146			146	181	55
Concours bancaires courants	488			488	465	6 405
Auprès des établissements de crédit	4 065	11 043	473	15 581	24 580	36 895
Autres dettes financières	54	33		87	209	466
Participation	198	892		1 090	960	916
Auprès d'autres organismes	252	925		1 177	1 169	1 382
Total au 31/12/07	4 317	11 968	473	16 758		
Soit à court terme et long terme	4 317	12 441				
Total au 31/12/06	7 244	15 043	3 462		25 749	
Total au 31/12/05	11 272	20 544	6 461			38 277

L'endettement financier net a donc évolué comme suit :

	31/12/07	31/12/06	31/12/05
Emprunts et dettes financières auprès des établissements de crédits	15 581	24 580	36 895
Disponibilités et autres titres placés	-11 766	-7 874	-6 781
Endettement financier net auprès des établissements de crédits	3 918	16 706	30 114
Autres dettes financières	1 177	1 169	1 382
Endettement financier global net	5 095	17 875	31 496

3. Comptes consolidés

Il n'y a pas d'emprunts et dettes financières libellés dans des devises autres que celles de la zone de l'Euro. La totalité des emprunts hors crédits-baux sont à taux variable (Euribor). Un emprunt de 10 550 K€ a son taux de base EURIBOR protégé contre une hausse supérieure à 4,46 % sur les années 2007 et 2008. Un intérêt complémentaire de 0,2 % peut être dû sur cet emprunt lorsque le ratio consolidé Dette financière nette / EBE dépasse certains paliers. Cet emprunt est remboursable de façon anticipée si le ratio consolidé Dettes financière / Fonds propres excède 0,75, ou si le ratio Dette financière nette / EBE dépasse 1,5.

Le groupe Sécuridev dispose d'autorisation de découvert pour 10 713 K€.

Le taux d'intérêt moyen des emprunts ressort à 4,6 % en 2007 contre 4,19 % en 2006.

Les commissions de montage payées lors de la conclusion des emprunts sont inscrites en réduction de la dette financière. Leur montant résiduel s'élève à 103 K€.

La valorisation de la protection de taux dédiée a été comptabilisée pour la première fois en 2007. La cotation de cet instrument financier impacte les réserves à la clôture de 25 K€ net d'impôt.

Les autres dettes financières sont principalement constituées de divers dépôts reçus et de financements spéciaux accordés par des établissements para-financiers (assureurs, ministère de l'économie).

Note 15 – Dettes fournisseurs et autres passifs financiers

La répartition par nature est la suivante :

	31/12/07	31/12/06	31/12/05
Dettes Fournisseurs	15 393	14 794	14 082
Dettes d'impôt	7 241	7 123	4 062
Dettes sur immobilisations	158	49	153
Dettes sociales et fiscales	13 013	14 747	13 627
Autres dettes	1 880	2 334	2 098
Produits constatés d'avance	726	739	449
Autres passifs financiers	23 018	24 994	20 389

Ces dettes sont toutes à moins d'un an.

Note 16 - Impôts différés

Les impôts différés actifs découlent de l'incidence :

	31/12/07	31/12/06	31/12/05
– des charges temporairement non déductibles	559	492	481
– des provisions sur actifs liées aux tests de perte de valeur	267	580	991
– des déficits fiscaux reportables	611	2 394	2 394
– des retraitements de consolidation suivants :			
• Crédits-baux et locations financières	-14	13	17
• Passifs liés aux actifs destinés à la vente	0	0	14
• Marges internes	476	281	320
• Retraites et pensions	3 472	3 772	4 522
• Ajustements aux normes groupe des taux d'amortissement et des règles de provisions des sociétés étrangères	1 154	160	924
• Divers	10	42	106
Total	6 535	7 734	9 769

Les emprunts et dettes financières ci-dessus sont à rapprocher des liquidités et placements au 31 décembre 2007, soit 11 766 K€ contre 7 874 K€ au 31 décembre 2006.

3. Comptes consolidés

La baisse des impôts différés actifs par rapport à 2006 est liée principalement à la diminution des déficits fiscaux reportables de Ronis.

Les impôts différés passifs sont afférents à la revalorisation des actifs de DOM Allemagne imputés sur l'écart de première consolidation pour 4 110 K€ (contre 4 306 K€ au 31/12/2006).

La diminution des impôts différés passifs provient pour 1 406 K€ de la vente de l'actif immobilier au cours de l'exercice de la société Ronis.

Note 17 - Engagements hors bilan

Ils se présentent comme suit :

	31/12/07	31/12/06	31/12/05
Garanties sur crédits de trésorerie			85
Cautions reçues	154	2 151	2 153
Nantissement/hypothèques	13 473	23 104	26 997
Loyers des crédits-baux et locations financières restant à payer	1 826	1 900	2 501
Total	15 453	27 155	31 736

Il n'y a aucun effet escompté non échu au 31 Décembre 2007.

Les nantissements principaux concernent les titres DOM en garantie de l'emprunt d'acquisition des dits titres (10,5 M€) et du matériel acquis par Titan.

Note 18 - Chiffre d'affaires, marge, résultat opérationnel

La répartition du chiffre d'affaires selon les secteurs opérationnels est la suivante :

	Variation		31/12/07		31/12/06		31/12/05	
	en K€	%	en K€	%	en K€	%	en K€	%
Grand public	3 920	6,97 %	60 153	37,38 %	56 233	37,50 %	57 405	56,95 %
Professionnel	7 031	7,50 %	100 770	62,62 %	93 739	62,50 %	43 399	43,05 %
Total	10 951	7,30 %	160 923	100,00 %	149 972	100,00 %	100 804	100 %

L'essentiel du chiffre d'affaires est réalisé par des ventes de biens, les prestations de service étant inférieures à 2 %.

Par zone géographique, la répartition du chiffre d'affaires est la suivante :

	Variation		31/12/07		31/12/06		31/12/05	
	en K€	%	en K€	%	en K€	%	en K€	%
France	1 509	2,73 %	56 815	35,31 %	55 306	36,88 %	49 643	49,25 %
Étranger	9 442	9,97 %	104 108	64,69 %	94 666	63,10 %	51 161	50,75 %
Total	10 951	7,30 %	160 923	100,00 %	149 972	100,00 %	100 804	100,00 %

3. Comptes consolidés

Le compte de résultat par branche est le suivant :

	Grand Public			Professionnel			Total consolidé		
	2007	2006 retraité des consommables	2006	2007	2006 retraité des consommables	2006	2007	2006 retraité des consommables	2006
Chiffre d'affaires	65 130	60 995	60 995	102 876	94 882	94 882	160 923	149 973	149 973
Marge en % de production	56,09 %	57,87 %	58,47 %	73,39 %	75,94 %	76,96 %	69,40 %	71,15 %	72,04 %
Résultat opérationnel courant	4 422	4 551	4 551	12 268	8 342	8 342	16 331	12 383	12 383
Résultat opérationnel	3 978	6 855	6 855	12 930	7 820	7 820	16 199	13 804	13 804
Résultat financier	-104	-238	-238	387	1 238	1 238	-872	-1 146	-1 146
Résultat net	2 751	5 467	5 467	10 509	5 826	5 826	11 314	9 075	9 075

La colonne « Total consolidé » comprend les éliminations inter-branches, ainsi que l'activité holding du groupe. Dans un souci de meilleure présentation des comptes, les 1 645 K€ de consommables qui étaient inclus dans les « autres charges » ont été reclassés en 2007. Ce reclassement représenterait, sur 2006, un montant de 1 334 K€, soit 0,9 % de consommation.

Les montants de la colonne 2006 du compte de résultat ont été laissés tels qu'ils avaient été publiés sans le reclassement de 1 334 K€. La marge proforma de 2006 est de 71,2 %, et les « autres achats » de 23 402 K€.

Le groupe SECURIDEV est peu exposé au risque de change et ne pratique pas de couverture de change à terme. Les ventes en \$ se sont élevés à 38 K€ pour 525 K€ d'achat en \$. Un renchérissement instantané de l'Euro de 1 % par rapport à toutes les autres monnaies européennes et au US \$ aurait une incidence négative sur le résultat opérationnel 33 K€.

Note 19 – Amortissements, variation des provisions et perte de valeur

a) Amortissements

Les amortissements du résultat opérationnel courant, soit 7 012 K€ comprennent ceux provenant des retraitements de crédits-baux pour 377 K€ ainsi que ceux afférents aux locations financières pour 142 K€.

b) Variation des Provisions

Les valeurs positives indiquent un profit ou une diminution de la provision.

	Ouverture	Clôture	Variation périmètre	Régularisée par capitaux	Dotations Reprises
Stock	-7 941	-7 738			203
Clients	-2 385	-2 478			-93
Créances	-333	-52			281
Provisions non courantes	-25 163	-26 082			-919
Provisions courantes	-2 574	-2 315			259
Provisions pour passifs destinés à être cédés	-41	0			41
Total	-38 437	-38 665			228
Dont résultat opérationnel courant					544
Dont résultat opérationnel non récurrent					-269
Dont change et financier					-47

Il n'y a pas de profit sur reprise de provision sans objet dans ce poste.

3. Comptes consolidés

c) Variation des pertes de valeur

Les pertes de valeurs au bilan (Note 3) ne concernent, en 2007, que la branche Grand Public. Les 890 K€ qui concernaient la branche professionnelle fin 2006 ont été reprises au cours de l'exercice suite au redressement significatif de la rentabilité d'une des sociétés de cette branche.

Les variations de pertes de valeur se composent ainsi d'une reprise de provision sur actifs engagés dans l'exploitation de 795 K€, et d'un complément de provision de 193 K€ sur l'écart d'acquisition de Métalplast, qui est désormais intégralement déprécié.

Les calculs décrits en note I.9 ont été effectués sur la base d'une prime de risque de 3,62 %, et d'un taux d'emprunt sans risque de 4,30 % (TEC à 10 ans). Une baisse de 0,5 % de ces deux taux aurait accru la reprise de provision de 420 K€ sans éliminer la provision d'écart d'acquisition. Un accroissement de 0,5 % de ces deux taux aurait entraîné une dépréciation de l'écart d'acquisition de 460 K€, et une dotation aux provisions de 640 K€ se substituant à la reprise de provision de 795 K€.

Note 20 - Résultat financier

Le résultat financier s'analyse comme suit :

	31/12/07	31/12/06	31/12/05
Intérêts et charges financières assimilés	-1 129	-1 339	-702
Intérêts sur crédit-bail	-77	-89	-74
Produits des placements	292	115	88
Résultat net de change	-22	109	56
Autres charges et produits financiers	64	59	-43
Total	-872	-1 145	-675

Note 21 - Autres produits et charges non récurrents

Ce poste correspond essentiellement à des charges liées à un procès pour un litige commercial dans la branche professionnelle.

Note 22 - Impôt sur les sociétés

L'impôt net consolidé se décompose ainsi :

Impôt Sociétés France	2 193
Impôt Sociétés Etranger	1 510
Impôt différé net	418
Impôt net consolidé	4 121

Les mouvements du compte d'impôts différés s'analysent comme suit :

	Actif	Passif	Solde
Impôts différés au 31-12-06	7 735	5 712	2 022
Variation de la période	-2 274	-1 602	-672
<i>dont variation liée à « l'actif destiné à être cédé » cédé sur 2007</i>			-254
<i>dont autre variation sur l'exercice</i>			-418
Effet des corrections imputées dans les capitaux propres	1 074		1 074
Autres			
Total au 31/12/07	6 535	4 110	2 425

L'affectation, en 2006, de l'écart de première consolidation Dom à ses actifs corporels a entraîné la constatation d'impôts différés passifs calculés sur la re-évaluation, qui sont repris au fur et à mesure des amortissements.

3. Comptes consolidés

Le tableau de ventilation de l'impôt société se présente comme suit :

	France	Étranger	Total
Résultat net	4 068	7 246	11 314
Impôt société + Impôts différés	2 139	1 981	4 120
Minoration de la base (charges définitivement non déductibles)	393	-1 848	-1 455
Mise en équivalence et survaleur		85	85
Profit de cession présenté net d'impôt	-606		-606
Base imposable reconstituée	5 995	7 464	13 459
Impôt théorique (33,33%)	1 998	2 488	4 486
Impôt réel en %	2 139	1 981	4 120
	35,68 %	26,54 %	30,61 %
Écart	140	-507	-367
Crédits d'impôts	41		41
Divers	99 (1)		99

(1) L'écart sur l'impôt en France s'explique principalement par une correction d'impôts différés sur l'exercice précédent (100 K€).

Globalement le pourcentage d'impôt société étranger (26,54 %) est inférieur à celui de la France du fait des taux d'imposition des sociétés étrangères qui varient entre 19 % et 26 %, à l'exception de l'Allemagne qui a connu un taux d'imposition supérieur à la France en 2007 (39 %), mais qui a annoncé une baisse significative de son taux d'imposition dès 2008 (environ 30 %, taxe professionnelle assise sur le résultat incluse).

Note 23 – Résultat par action

Le nombre d'actions retenues pour ce calcul est égal au nombre total d'actions émises duquel sont déduites les actions détenues en auto-contrôle.

Aucun instrument dilutif du capital n'a été émis par la société.

	31/12/07	31/12/06	31/12/05
Nombre d'actions au capital	2 604 474	2 604 474	2 604 474
Actions d'auto-contrôle	0	0	0
Nombre d'actions	2 604 474	2 604 474	2 604 474
Résultat net par actions en €	4,32	3,36	1,08

Note 24 – Autre information sectorielle

La répartition des actifs nets totaux en fonction des branches d'activité est la suivante :

	Grand Public		Professionnel		Autres		Total	
	31/12/07	31/12/06	31/12/07	31/12/06	31/12/07	31/12/06	31/12/07	31/12/06
Total des Actifs (valeur nette)	51 000	51 360	93 054	95 587	9 077	5 600	153 131	152 547

Note 25 – Effectifs

Les effectifs moyens du groupe SECURIDEV se ventilent de la manière suivante :

	31/12/07	31/12/06	31/12/05
Cadres	187	195	115
Agents de maîtrise et employés	599	582	546
Ouvriers	1 165	1 194	1 043
Total	1 952	1 971	1 704

3. Comptes consolidés

Les effectifs réels en fin d'année se répartissent comme suit :

	France			Étranger			Total		
	31/12/07	31/12/06	31/12/05	31/12/07	31/12/06	31/12/05	31/12/07	31/12/06	31/12/05
Grand public	236	251	275	804	830	910	1 040	1 081	1 185
Professionnel	407	421	447	483	482	496	890	903	943
Total	643	672	722	1 287	1 312	1 406	1 930	1 984	2 128

Note 26 - Informations relatives aux parties liées

La liste des principales filiales et sociétés associées du Groupe figure dans la partie «Principes comptables, méthode d'évaluation, options IFRS retenues».

Les transactions entre la société mère et ses filiales ainsi que celles entre les filiales sont éliminées lors de la consolidation et ne sont pas présentées dans ces notes.

Les transactions et soldes avec les parties liées et les sociétés associées sont détaillées ci-dessous :

	Produits		Charges		Créances		Dettes	
	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006
Parties liées en amont (SFPI)			1 164	1 234			349	629
Sociétés associées	1 544	1 580	363		381	394	28	
Autres parties liées (autres pôles du groupe SFPI)	185	0	36	28	59	0	34	16
Total	1 729	1 580	1 563	1 262	440	394	411	645

L'unique mandataire social au sens de IAS 24 perçoit une rémunération à court terme dans l'une des filiales de SECURIDEV.

Ces montants ont été :

	2007	2006	2005
Rémunération à court terme hors charges patronales	96	95	97
Charges patronales sur rémunération	31	33	33

Note 27 - Dividendes proposés

Le dividende qui sera proposé aux Actionnaires lors de l'Assemblée générale du 23 Mai 2008 est de 0,80 euro par action.

Note 28 - Événements postérieurs à la clôture

L'Assemblée générale de Sécuridev S.A. du 20 Mars 2008 a autorisé la société à procéder au rachat en bourse de ses propres actions, dans la limite de 10 % du capital et de 30 euros maximum par action.

4. Rapport du Président-Directeur Général établi en application du dernier alinéa de l'article L. 225-37 du Code de Commerce

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En application des dispositions de l'article L. 225-37 alinéa 6, du Code de commerce, je vous rends compte aux termes du présent rapport :

- des conditions de préparation et d'organisation des travaux de notre conseil d'administration au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2007 ;
- des procédures de contrôle interne mises en place par la Société ;
- de l'étendue des pouvoirs du Président Directeur Général.

1 – Préparation et organisation des travaux du Conseil d'Administration

1.1 Composition du conseil d'administration

Notre conseil d'administration est composé de cinq administrateurs, dont un indépendant. La liste des administrateurs de la Société, incluant les fonctions qu'ils exercent dans d'autres sociétés est visée dans le rapport de gestion.

1.2 Fréquence des réunions - Tenue des réunions - Décisions adoptées

Au cours de l'exercice écoulé, notre conseil d'administration s'est réuni deux fois. Les réunions du conseil d'administration se sont déroulées au siège social.

Ces deux réunions se sont tenues en présence des commissaires aux comptes.

Au cours de sa réunion qui s'est tenue le 29 mars 2007, le conseil d'administration a arrêté les comptes sociaux et consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2006.

Au cours de sa réunion du 3 octobre 2007, le conseil d'administration a examiné et arrêté les comptes consolidés du premier semestre 2007, préalablement à leur publication.

Le conseil a en outre :

ratifié la cession de la filiale polonaise, Euro-Elzett Polska,
autorisé la modification de la convention de pool de trésorerie conclue avec les filiales,
autorisé l'acquisition auprès de Dom Participations de 33,56 % de Ronis-Dom Uk et de 100 % de Dom Suisse.

1.3 Procès-verbaux des réunions

Les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration sont établis à l'issue de chaque réunion et communiqués à tous les administrateurs ainsi qu'aux commissaires aux comptes.

II – Principes et règles de détermination des rémunérations

Je vous informe qu'au sein du Groupe, les principes et règles applicables à la détermination des rémunérations et avantages de toute nature accordés aux mandataires sociaux font l'objet d'un examen préalable par l'organe compétent. Il examine l'ensemble des règles relatives à la détermination de la partie fixe, et, le cas échéant, variable, des rémunérations et avantages accordés aux mandataires sociaux.

L'ensemble de ces éléments est ensuite examiné en séance plénière du conseil d'administration, et soumis à ses seules décisions.

III – Procédure de contrôle interne

Conformément, à la recommandation de l'Autorité des Marchés Financiers «AMF», je vous précise que la société Sécuridev s'est appuyée sur le guide de mise en oeuvre pour les Valeurs moyennes et petites du cadre de référence du contrôle interne.

3.1 Définition et objectif du contrôle interne

Le contrôle interne est l'ensemble des systèmes de contrôle, établis par la direction générale, le management et les autres membres du personnel, pour donner une assurance raisonnable sur :

- la réalité et l'efficacité des opérations,
- la fiabilité du reporting,
- la conformité aux lois et réglementations en vigueur,
- la sauvegarde des actifs.

Un système de contrôle interne conçu pour répondre aux différents objectifs décrits ci-dessus ne donne pas cependant la certitude que les objectifs fixés seront atteints et ce, en raison des limites inhérentes à toute procédure.

3.2 Organisation générale du contrôle interne

Le contrôle interne de notre Société est assuré à deux niveaux, d'une part à l'intérieur des filiales du Groupe Sécuridev sous la responsabilité de leurs dirigeants ; et d'autre part à l'extérieur du Groupe par les services Contrôle de gestion et Juridique de notre maison mère la SFPI.

En vue d'assurer, dans la mesure du possible, une gestion financière rigoureuse et la maîtrise des risques, et en vue d'élaborer les informations données aux actionnaires sur la situation financière et les comptes, le service contrôle de gestion de SFPI, procède à l'audit des comptes de chacune des filiales préalablement à l'intervention des commissaires aux comptes.

Ce service contrôle et supervise également le reporting financier adressé tous les mois par chaque filiale. Il pilote l'adaptation des procédures comptables et budgétaires ainsi que la centralisation des informations financières. Il produit la consolidation du pôle, il gère les assurances.

Le Directeur de contrôle de gestion, rend compte au Président Directeur Général du résultat des travaux de son service, et le cas échéant, formule des recommandations.

Un code déontologique pour maîtriser les risques financiers a été signé par tous les dirigeants des filiales ainsi que leurs cadres principaux.

La Direction juridique de SFPI assure la rédaction des actes, assiste et conseille les filiales dans les affaires juridiques. Elle gère et suit les dossiers contentieux en liaison avec les avocats du Groupe.

3.3 Information et communication des actionnaires

L'essentiel de l'information des actionnaires se fait par le biais du site web de la Société (www.securidev.com) sous le contrôle et la direction du Directeur Général-adjoint de Sécuridev et avec l'assistance et la collaboration d'un cabinet extérieur.

IV – Pouvoir du Directeur Général

Les fonctions de Directeur Général sont assurées exclusivement par le Président du conseil d'administration.

Aucune limitation, en dehors de celles prévues par les dispositions légales, n'a été apportée aux pouvoirs du Président Directeur Général.

Le Président Directeur Général
Henri Morel

5. Rapport des Commissaires aux Comptes

1. RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Exercice clos le 31 décembre 2007

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2007, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Sécuridev S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, notamment en ce qui concerne l'évaluation des titres de participation telle que décrite dans la partie « Principes, règles et méthodes comptables » de l'annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels,
- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, du changement, de la cessation de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs de capital, vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Levallois-Perret et Neuilly-sur-Seine, le 17 avril 2008
Les Commissaires aux Comptes

KPMG Entreprises – Département de KPMG S.A.
Représenté par
Patrick Riffaud
Associé

Deloitte & Associés
Représenté par
Philippe Soumah
Associé

2. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES COMPTES CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre 2007

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société SECURIDEV relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2007, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants : la société procède systématiquement, à chaque clôture, à un test de dépréciation des écarts d'acquisition et des actifs à durée de vie indéfinie et évalue également s'il existe un indice de perte de valeur des actifs à long terme, selon les modalités décrites dans le paragraphe 9 des principes comptables et dans la note 19 c) aux états financiers. Nous avons examiné les modalités de mise en oeuvre de ce test de dépréciation ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses utilisées et nous avons vérifié que le paragraphe 9 des principes comptables et la note 19 c) donnent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Levallois-Perret et Neuilly-sur-Seine, le 17 avril 2008
Les Commissaires aux Comptes

KPMG Entreprises – Département de KPMG S.A.
Représenté par
Patrick Riffaud
Associé

Deloitte & Associés
Représenté par
Philippe Soumah
Associé

3. RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS RÉGLEMENTÉS

Exercice clos le 31 décembre 2007

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous devons vous présenter un rapport sur les conventions et engagements réglementés dont nous avons été avisés.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions ou engagements, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de ceux dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions ou engagements en vue de leur approbation.

Conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention ni d'aucun engagement soumis aux dispositions de l'article L.225-38 du Code de commerce.

Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

Par ailleurs, en application du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, approuvés au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

Convention de prestations de services, en matière de gestion juridique, informatique, organisation administrative et comptable avec la société S.F.P.I.

Nature et modalités :

Les modalités de calcul de la redevance sont les suivantes :

- 1 % hors taxes du chiffre d'affaires social hors taxes jusqu'à 73 M€ de chiffre d'affaires,
- 0,50 % hors taxes du chiffre d'affaires social hors taxes pour la part du chiffre d'affaires comprise entre 76 M€ et 152 M€ hors taxes,
- 0,25 % hors taxes du chiffre d'affaires social hors taxes pour la part du chiffre d'affaires au-delà de 152 M€ hors taxes.

Application :

La charge comptabilisée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2007, relative à cette convention, est de 13 450 € hors taxes.

Convention de prestations de services avec ses filiales

Nature et objet :

Convention de prestations de services du 5 décembre 2001 dans laquelle la société Securidev S.A. s'engage à fournir à ses filiales (Deny Fontaine S.A.S., Metalux S.A.S., Ronis S.A.S., Picard S.A.S., Broglie Industrie S.A.S., Beugnot Entreprise S.A.S.) son assistance et ses conseils dans les domaines suivants :

1. Assurances : ces prestations seront facturées au coût exact.
2. Export : ces prestations seront facturées à 50 % du coût exact.
3. Investissements : rémunération par une somme forfaitaire située entre 7 622 € et 22 867 € par dossier, selon l'importance de ce dernier.
4. Comptable et social.

5. Rapport des Commissaires aux Comptes

5. Commercial et achats.
6. Trésorerie.
7. Foires et salons professionnels et publicitaires.
8. Communication.

Les cinq dernières prestations seront refacturées au coût exact.

La répartition de ces frais est faite, généralement, en fonction du chiffre d'affaires de chaque filiale.

La présente convention a été conclue pour une durée d'un an à compter du 1^{er} mai 2001. Cette période étant renouvelée annuellement, par tacite reconduction, sauf dénonciation dans les conditions décrites dans cette convention.

Application :

Le produit comptabilisé au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2007, relatif à cette convention, est de 882 838 € hors taxes et se décompose ainsi :

– Deny Fontaine S.A.S. :	178 795 € HT
– Métalux S.A.S. :	120 878 € HT
– Ronis S.A.S. :	444 723 € HT
– Picard Serrures S.A.S. :	92 190 € HT
– Broglie Industrie S.A.S. :	28 805 € HT
– Beugnot Entreprise S.A.S. :	16 947 € HT

Convention d'intégration fiscale

Nature et modalités : Convention d'intégration fiscale.

Application :

Les sociétés suivantes sont soumises à la convention d'intégration fiscale de la société Securidev S.A. :

- Deny Fontaine S.A.S.
- Métalux S.A.S.
- Ronis S.A.S.
- Picard Serrures S.A.S.
- Broglie Industrie S.A.S.
- Beugnot Entreprise S.A.S.
- Dom Participations S.A.S.
- Dom S.A.S.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Levallois-Perret et Neuilly-sur-Seine, le 17 avril 2008
Les commissaires aux comptes

KPMG Entreprises – Département de KPMG S.A.
Représenté par
Patrick Riffaud
Associé

Deloitte & Associés
Représenté par
Philippe Soumah
Associé

4. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

établi en application de l'article L225-235 du Code de commerce sur le rapport du Président du Conseil d'administration, pour ce qui concerne les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Exercice clos le 31 décembre 2007

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de commissaire aux comptes de la société SECURIDEV et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2007.

Il appartient au Président de rendre compte, dans son rapport, notamment des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'administration et des procédures de contrôle interne mises en place au sein de la société. Il nous appartient de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du Président concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous avons effectué nos travaux conformément à la norme d'exercice professionnel applicable en France. Celle-ci requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations contenues dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du Président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président du Conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Levallois-Perret et Neuilly-sur-Seine, le 17 avril 2008
Les Commissaires aux Comptes

KPMG Entreprises – Département de KPMG S.A.
Représenté par
Patrick Riffaud
Associé

Deloitte & Associés
Représenté par
Philippe Soumah
Associé

5. RAPPORT SUR LES PRESTATIONS FACTURÉES PAR S.F.P.I. S.A.

Exercice clos le 31 décembre 2007

Mesdames, Messieurs,

Conformément aux souhaits de l'Autorité des Marchés Financiers, nous avons examiné le montant des honoraires facturés directement par S.F.P.I. S.A. aux filiales de Sécuridev S.A. au titre des frais de management.

Pour l'exercice 2007, ces facturations s'élèvent à 1 069 750 € hors taxes contre 1 155 637 € hors taxes pour l'exercice 2006, se décomposant ainsi :

	2007	2006
à Sécuridev :	13 450 € HT	13 856 € HT
à Deny Fontaine :	205 442 € HT	191 260 € HT
à Métalux :	103 380 € HT	101 430 € HT
à Ronis :	220 560 € HT	207 760 € HT
à Picard :	87 430 € HT	87 320 € HT
à Broglie Industrie :	36 540 € HT	32 550 € HT
à Beugnot :	20 930 € HT	20 780 € HT
à Titan :	105 724 € HT	100 030 € HT
à Dom :	276 294 € HT	400 651 € HT

Sur la base des informations fournies par la société S.F.P.I. S.A. et de nos propres analyses, nous pouvons vous indiquer que le montant des honoraires facturés par S.F.P.I. S.A. au groupe Sécuridev est cohérent avec les coûts exposés pour la direction et la gestion des sociétés du groupe Sécuridev par S.F.P.I. S.A.

Levallois-Perret et Neuilly-sur-Seine, le 17 avril 2008
Les Commissaires aux Comptes

KPMG Entreprises – Département de KPMG S.A.
Représenté par
Patrick Riffaud
Associé

Deloitte & Associés
Représenté par
Philippe Soumah
Associé

6. Projets des Résolutions à l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle du 23 mai 2008

Première résolution

(Approbation des comptes sociaux de l'exercice; quitus aux administrateurs)

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion et d'activités du Conseil d'Administration et du rapport général des Commissaires aux Comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2007, approuve les comptes sociaux de cet exercice tels qu'ils ont été présentés, faisant ressortir un bénéfice net de 8 512 018 €, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumés dans ces rapports.

En conséquence, elle donne aux administrateurs quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour l'exercice écoulé.

L'Assemblée Générale prend acte que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non déductibles du résultat fiscal, au regard de l'article 39-4 du Code Général des Impôts.

Deuxième résolution

(Affectation du résultat de l'exercice; mise en paiement du dividende)

L'Assemblée Générale approuve la proposition d'affectation du résultat qui lui a été présentée par le Conseil d'Administration.

En conséquence, le bénéfice de l'exercice s'élevant à 8 512 018 € est affecté comme suit :

Origine :

Résultat de l'exercice : 8 512 018 €

Affectation :

Réserve légale : 1 922 767 €
Dividende : 2 083 579,20 €
prélevé sur le résultat de l'exercice (soit 0,80 € par action)
Report à nouveau : 4 505 671,80 €

Le dividende en numéraire sera mis en paiement le 18 juin 2008.

L'Assemblée Générale prend acte que ce dividende est éligible, pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, à la réfaction prévue au 2° paragraphe de l'article 158-3 du Code général des impôts.

L'Assemblée Générale prend acte de ce que les sommes distribuées à titre de dividendes, pour les trois précédents exercices, ont été les suivantes :

Exercices	Dividendes *
2004	0,42 € (sur le résultat 2000)
2005	0,38 € (sur le résultat 2002)
2006	0,42 € (sur le résultat 2002)

(*) intégralement éligible de l'abattement de 40%.

Troisième résolution

(Approbation des comptes consolidés de l'exercice)

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion et d'activités du Conseil d'Administration et du rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2007, approuve les comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2007 tels qu'ils ont été présentés faisant ressortir un résultat net des entreprises consolidées de 11 314 K€, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans le rapport de gestion et d'activités.

La part nette Groupe après intérêts des minoritaires ressort à 11 242 K€.

Quatrième résolution

(Approbation des conventions et engagements visés par l'article L. 225-38 du Code de commerce)

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements visés à l'article 225-38 du Code de Commerce, approuve les conclusions dudit rapport et les conventions qui y sont mentionnées.

Cinquième résolution

(Renouvellement du mandat d'un administrateur)

L'Assemblée Générale, constatant que le mandat d'administrateur de Monsieur Henri Morel, est arrivé à son terme, et après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration, décide de renouveler ledit mandat pour une nouvelle période de six années, soit jusqu'à l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

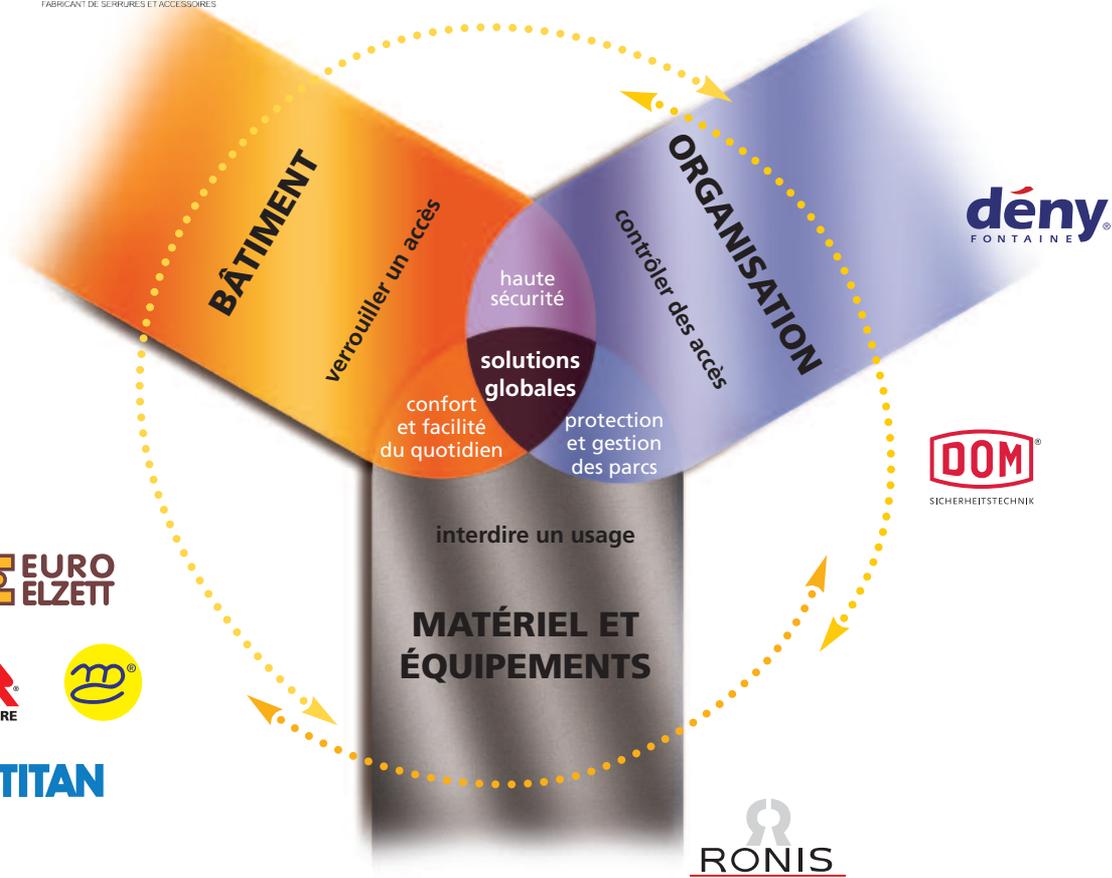
Sixième résolution

(Pouvoirs en vue des formalités)

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait certifié conforme du procès-verbal de la présente assemblée en vue de l'accomplissement de toutes les formalités légales ou administratives et faire tous dépôts et publicités prévus par la législation en vigueur.

PICARD
SERRURES

métalux
FABRICANT DE SERRURES ET ACCESSOIRES



dény
FONTAINE

DOM
SICHERHEITSTECHNIK

EURO ELZETT

CR
SERRATURE



TITAN

RONIS

dény
FONTAINES
SAFETY TECHNOLOGIES

DOM
SICHERHEITSTECHNIK


RONIS

PICARD
SERRURES

 **métalux**

 **TITAN**

 **EURO
ELZETT**




SERRATURE

20, rue de l'Arc de Triomphe
75017 PARIS

Tél. : +33 (0) 1 46 22 09 00

Fax : +33 (0) 1 46 22 99 18

www.securidev.com